

TISA & TTIP

↳ Accord sur le Commerce des Services (ACS) appelé TISA est négocié depuis février 2012 à Genève, en dehors des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et dans une extrême opacité. Actuellement, les gouvernements de 22 Etats sont engagés dans ces négociations; USA, Canada, Australie, Japon, Suisse, Liechtenstein, Islande, Norvège, Turquie, Israël, Maurice, Mexique, Panama, Colombie, Pérou, Chili, Costa Rica, Taipei chinois, Hong Kong (Chine), Nouvelle-Zélande, Pakistan, Corée du sud, ainsi que la Commission européenne (qui représente les 28 Etats membres de l'UE). L'Uruguay et le Paraguay se sont retirés des négociations. Depuis 2012, les parlementaires européens et nationaux ne sont pas informés du contenu de ces négociations, ce qui est foncièrement antidémocratique ! Les citoyens, syndicats, ONG et autorités régionales doivent aussi être mis au courant et consultés sur cet accord qui les concerne directement. Le 3 février 2016, le Parlement européen a voté une Résolution non contraignante demandant à la Commission européenne (organe exécutif de l'UE) de changer d'orientation, afin de protéger les droits des citoyens, des travailleurs et consommateurs. Le besoin de transparence est l'une des recommandations des parlementaires, en tant que principe démocratique fondamental dans la négociation d'accords commerciaux.

TISA vise à « commercialiser » la quasi-intégralité de nos services publics, les Entreprises détenues par l'Etat, et certains services privés, en les mettant en concurrence avec les services fournis par les multinationales, lesquelles ont uniquement pour but de faire du profit. La fuite de Wikileaks du 15 septembre 2016 et le Rapport de la Commission européenne de la 21e ronde de négociation confirment que TISA devrait comprendre un mécanisme de règlement des différends Etat contre Etat. https://wikileaks.org/tisa/document/201609_TiSA_Institutional-and-dispute-settlement-provisions/page-1/#pagination http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2016/november/tradoc_155095.pdf Dès septembre 2013, la fédération syndicale "Internationale des services publics (PSI-ISP)" et le réseau "Notre monde n'est pas à vendre (<http://notforsale.mayfirst.org/fr>)" ont dénoncé publiquement les négociations secrètes qui ont lieu à Genève sur TISA. Au niveau européen et mondial, des organismes faitiers représentant la société civile se sont positionnés tels la Confédération syndicale internationale (CSI), la Confédération européenne des syndicats (CES/ETUC), le Comité des Régions de l'Union européenne (CdR). De plus, 341 organisations représentant des centaines de millions de personnes du monde entier ont appelé les gouvernements à abandonner les discussions sur TISA. (voir ci-après) En Suisse, le Syndicat national des services publics, des ONGs, associations et syndicats, deux partis politiques (PS et Verts) et des élus de gauche et de droite ont clairement marqué leur opposition à TISA. Plusieurs Villes et communes se sont symboliquement déclarées "zone hors-TISA". Le Parlement du canton de Genève s'est également positionné contre cet accord, à une large majorité, comme en Ville de Genève. Des parlementaires nationaux ont interpellé le gouvernement suisse.

Malgré les informations diffusées par la presse et les entités précitées, nous constatons, au fil des mois, que la population suisse est très peu au courant de l'existence des méga-traités commerciaux initiés dans les années 1990 (ALENA, CETA, TPP, TTIP, JEFTA/Japon-UE). Parmi eux, l'Accord sur le commerce des services (TISA) semble être le traité le moins connu. Il est par conséquent peu contesté par la population, malgré le danger qu'il représente.

Dès lors, chacun-e d'entre nous peut agir pour préserver notre environnement et nos acquis sociaux, en informant nos proches, et en interpellant nos autorités locales ! Voici une image très "parlante" de Stop Tafta : <https://stoptafta.wordpress.com/2016/02/19/tafta-ceta-tisa-hors-tafta-ou-en-sont-nos-actions/> Page créée par l'Adetra le 25 février 2016, mise à jour le 23 octobre 2017 Derniers articles : Le 23 octobre 2017. Hulot veut limiter le renouvellement européen du Glyphosate à trois ans Le 14 octobre 2017. Le musée national, le Centre Pompidou, organise un événement délégitimant le mot Nation Le 22 octobre 2017. Le pesticide tueur d'abeilles sulfoxaflor a été autorisé en France cette semaine Le 20 octobre 2017. CETA – Le gouvernement français ne renégociera pas l'accord Dossier sur le Glyphosate

RECENTES NOUVELLES Mauvaise nouvelle, Trop c'est trop ! Le 23 octobre 2017. UE - Glyphosate. Hulot veut limiter son renouvellement européen à "trois ans".

54 des 310 députés de La République en marche (LREM) ont demandé dimanche dans une tribune au Monde l'interdiction « le plus rapidement possible » du glyphosate dans l'Union européenne, au nom de « la santé de tous ». <https://www.ouest-france.fr/politique/nicolas-hulot/glyphosate-hulot-veut-limiter-son-renouvellement-europeen-trois-ans-5333542>

- Une pratique invraisemblable : Le glyphosate est utilisé par les céréaliers en fin de récolte, 10 jours avant la récolte, pour faciliter un séchage identique de tous les grains, puis la récolte. Ainsi, on récolte des grains morts et complètement pris par le glyphosate… (à 12:00) Voir la vidéo ci-après avec José Bové et Eric Andrieu

FRANCE. Le 22 octobre 2017. Information reçue de Sumofus : Trop c'est trop ! Le pesticide tueur d'abeilles sulfoxaflor a été autorisé en France cette semaine. Nous ne pouvons pas laisser le lobby des pesticides toxiques de Monsanto et compagnie mettre notre santé et la planète en danger plus longtemps ! <http://www.leparisien.fr/societe/abeilles-inquietude-apres-l-autorisation-de-deux-nouveaux-pesticides-20-10-2017-7344723.php>

http://www.liberation.fr/planete/2017/10/19/deux-nouveaux-pesticides-tueurs-d-abeilles-autorises-en-catimini_1604382

http://www.liberation.fr/france/2017/10/19/pesticides-tueurs-d-abeilles-une-nouvelle-coulevre-majeure-pour-nicolas-hulot_1604274 Le 14 octobre 2017. Vidéo de Natacha Polony. Le Centre Pompidou organise en 2018 la 13ème édition de Hors-pistes. Le thème en sera « La Nation comme fiction(s) ». Il est très problématique qu'un musée national approuve et organise un événement dont le présupposé est de délégitimer le mot Nation. Site TV Natacha Polony (média payant, 5 euros par mois) : <https://polony.tv/focus/hors-pistes-a-beaubourg-la-nation-serait-une-ho>

Le 20 octobre 2017. MEDIAPART. CETA – Le gouvernement français ne renégociera pas l'accord Le premier ministre Édouard Philippe devrait annoncer mercredi 25 octobre un « plan d'accompagnement » du traité de libre-échange entre l'UE et le Canada. Alors que des députés LREM eux-mêmes demandent de gros aménagements, le texte ne devrait pas bouger. « Je fais ce que j'ai dit », a déclaré Emmanuel Macron le 15 octobre sur TF1. Sauf s'agissant du CETA, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, entré à 90 % en vigueur le 21 septembre dernier. Pendant la campagne présidentielle, le candidat Emmanuel Macron s'était engagé à mettre sur pied une commission indépendante chargée de dresser un bilan des effets attendus sur la santé, le climat et l'environnement du CETA. Celle-ci, baptisée « commission Schubert », a rendu des conclusions très critiques le 8 septembre (voir notre article). Surtout, Emmanuel Macron voulait « tirer toutes les conclusions » de l'étude et à aller voir ses partenaires européens pour le « faire modifier [pour que la vérité scientifique puisse être entendue] ». Six mois plus tard, il est plus question de renégocier. <https://fdg-info13.com/2017/10/20/ceta-le-gouvernement-francais-ne-renegociera-pas-laccord/Le> 8 septembre 2017. MEDIAPART. Libre-échange: les opposants au CETA préparent leurs dernières cartouches. L'accord de libre-échange avec le Canada peut-il encore dérailler ? Alors qu'un panel d'experts français juge que le CETA « manque d'ambition » sur l'environnement et inquiète de ses silences sur le climat, les ratifications ont déjà commencé dans les capitales des 28. Plus que sur la France, les adversaires du traité misent sur la Belgique, l'Autriche et les Pays-Bas pour enrayer le processus. <https://gazdeschistesprovence.files.wordpress.com/2017/09/2017-09-08-les-opposants-au-ceta-prc3a9parent-leurs-dernic3a8res-cartouches.pdf>

Message de Sumofus : Dites au Président de la République et à ses homologues allemand et italien de rejeter la terrible proposition de la Commission Européenne au sujet du renouvellement de la licence du glyphosate pour 10 nouvelles années. Nous voulons une interdiction immédiate! https://actions.sumofus.org/a/president-macron-protégeons-notre-sante-bloquons-le-glyphosate?sp_ref=342405354.99.183560.e.587592.2&source=mlt Le 4 octobre 2017. Blog des militants et élus Europe Ecologie Les Verts des Lilas et du Pré Saint-Gervais : « Le Monde » montre comment la puissante firme américaine Monsanto a fait paraître des articles coécrits par ses employés et signés par des scientifiques pour contrer les informations dénonçant la toxicité du glyphosate.

<http://www.leslilasecologie.fr/2017/10/monsanto-papiers-des-information-organisee-autour-du-glyphosate.html>

- Le 5 octobre 2017. Vidéo. Alors que Monsanto tente par tous les moyens de faire prolonger l'autorisation de commercialisation du glyphosate en Europe, deux députés européens, José Bové (Verts-ALE) et Eric Andrieu (Socialistes et Démocrates), expliquent en détail pourquoi l'herbicide le plus vendu au monde doit être définitivement abandonné. <https://www.humanite.fr/videos/glyphosate-derniere-ligne-droite-643195> Une pratique invraisemblable : Le glyphosate est utilisé par les céréaliers en fin de récolte, 10 jours avant la récolte, pour faciliter un séchage identique de tous les grains, puis la récolte. Ainsi, on récolte des grains morts et complètement pris par le glyphosate (à 12:00)

- Le 11 octobre 2017. Vidéo de Natacha Polony : <https://www.youtube.com/watch?v=qOpy4FBYEN> Marie-Monique Robin, auteure du film et livre "Le monde selon Monsanto" a réalisé un nouveau documentaire (et livre) intitulé "Le Roundup face à ses juges", diffusé sur la RTS le 28 août 2017 et sur ARTE le 17 octobre 2017. Le film a été tourné sur trois continents et son fil conducteur est le Tribunal International Monsanto qui s'est tenu à La Haye les 15 et 16 octobre 2016. Le film mis sur internet par Arte : <https://www.arte.tv/fr/videos/069081-000-A/le-roundup-face-a-ses-juges/>

Articles parus dans "Le Monde" et "Libération" :

- Le 5 octobre 2017. " Monsanto papers ", les agences sous l'influence de la firme.

https://www.reddit.com/r/france/comments/74erkl/monsanto_papiers_les_agences_sous_influence_de_la/

- Le 6 octobre 2017. L'affaire Séralini ou l'histoire secrète d'un torpillage.

<https://www.arretsurimages.net/breves/2017-10-06/OGM-comment-Monsanto-a-efface-une-etude-critique-Le-Monde-id20887>

- Le 11 octobre 2017. Glyphosate: Monsanto sur le gril des eurodéputés

http://www.liberation.fr/planete/2017/10/11/glyphosate-monsanto-sur-le-gril-des-eurodeputes_1602417

- Le 18 octobre 2017. La proposition de renouveler l'homologation de l'herbicide pour dix ans ne devrait pas réunir la majorité qualifiée requise. Le fabricant, Monsanto, menace d'attaquer en justice.

http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/10/18/reautorisation-du-glyphosate-a-une-semaine-de-la-decision-la-commission-europeenne-est-isolee_5202339_3244.html Deux articles sur Emmanuel Macron et une vidéo concernant

son discours sur l'Europe Le 11 juillet 2016. Article de Laurent Mauduit paru dans Mediapart : Emmanuel Macron, le candidat de l'oligarchie. <http://democratie-reelle-nimes.over-blog.com/2016/07/emmanuel-macron-le-candidat-de-l-oligarchie-laurent-mauduit.html> Le 14 septembre 2017. Interview de Monique Pinçon-Charlot : Emmanuel Macron

synthétise complètement les intérêts de l'oligarchie. <http://www.lesinrocks.com/2017/09/14/actualite/monique-pincon-charlot-emmanuel-macron-synthetise-completement-les-interets-de-loligarchie-11985548/> Le 4 octobre 2017. Vidéo de l'Humanité. Au delà de l'opération de communication, que faut-il comprendre du discours d' Emmanuel Macron sur l'Europe à la Sorbonne ? Décryptage avec trois députés européens: Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy (Socialistes et Démocrates), Pascal Durand (Verts-ALE) et Patrick Le Hyaric (Gauche unitaire européenne-GVN). Débat animé par Jean-Jacques Régibier, journaliste. <https://www.humanite.fr/videos/leurope-selon-macron-des-mots-sans-les-actes-643125> FRANCE. Mardi 10 octobre 2017, les fonctionnaires ont appelé à manifester par l'ensemble des syndicats de la fonction publique. Paris, Lyon, Lille, Marseille, Rennes... 130 mobilisations sont organisées dans toute la France. Excellente vidéo de la manifestation parisienne : <https://www.youtube.com/watch?v=6xrm3w3SrrM> Note de l'Adetra : Le démantèlement des services publics est un projet ultralibéral en parfaite cohérence avec les grands traités de libre-échange (CETA, TAFTA & TISA), et les préfigurant.

"La morgue de Macron contre la fonction publique", article de Laurent Mauduit, paru le 19 septembre 2015 dans Mediapart, présenté par le Syndicat national unitaire des instituteurs professeurs des écoles et Pegc affilié à la FSU (SNUipp-FSU 17) : <http://17.snuipp.fr/spip.php?article1953> https://www.challenges.fr/politique/pour-emmanuel-macron-le-statut-de-la-fonction-publique-n-est-plus-adequat_54087

FRANCE. RESTRICTION DES LIBERTES PUBLIQUES Le 3 octobre 2017, le projet de loi antiterroriste a été très largement voté à l'Assemblée nationale. Le texte inscrit les principales mesures de l'état d'urgence dans le droit commun, en affaiblissant l'État de droit. Ligue des Droits de l'Homme :

- Le 7 juin 2017. Communiqué de la Ligue des Droits de l'Homme. Loin de ne concerner que les actes de terrorisme, ces mesures s'appliqueraient indifféremment à une large gamme de délits. Chacun pourrait alors être victime de cet arbitraire. Aujourd'hui déjà, nous voyons des dispositions inscrites dans l'état d'urgence utilisées contre des militants associatifs, syndicaux ou politiques. <http://fischer02003.over-blog.com/2017/06/ldh-contre-etat-d-urgence-permanent.html>

- Le 9 juin 2017. Conférence de presse collective, vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=ysi5MwayLcY>

- Le 3 octobre 2017. Communiqué de l'Observatoire des libertés et du numérique, dont la LDH est membre. La dangereuse captation de pouvoirs au profit de l'Exécutif, policiers, préfets et ministre de l'Intérieur à laquelle aboutira ce texte est en marche, par l'intégration dans le droit permanent de mesures tirées de l'état d'urgence. La logique de suspicion, le déséquilibre des pouvoirs, la restriction de libertés pour tous dans l'espace public sont autant de désastres qui nourrissent une contestation large contre ce texte. <https://www.ldh-france.org/numerique-assigne-letat-durgence-permanent/>

- Le 26 septembre 2017, Lettre ouverte aux député-e-s de la plateforme En finir avec les contrôles aux faciès, dont la LDH est membre, sur le Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme : des dispositions alarmantes. <https://www.ldh-france.org/plateforme-en-finir-les-controles-aux-facies-interpelle-projet-loi-antiterroriste-dispositions-alarmantes/>

Le Monde :

- Le 1er juillet 2017. Des associations, des juristes, des autorités indépendantes et l'Eglise catholique s'inquiètent vivement du projet de loi antiterroriste du gouvernement. http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/07/01/emmanuel-macron-interpelle-sur-les-dangers-d-un-etat-d-urgence-permanent_5154052_1653578.html

- Le 30 juin 2017. Mireille Delmas-Marty, professeure honoraire au Collège de France, écrivait au président de la République pour lui demander de ne pas choisir entre la sécurité et les libertés. « Renoncer à l'état d'urgence est nécessaire mais n'autorise certainement pas à en faire notre droit commun ». <http://www.patrick-chaimovitch.org/2017/08/mireille-delmas-marty-monsieur-le-president-renoncer-a-l-etat-d-urgence-est-necessaire-mais-n-autorise-pas-a-en-faire-notre-droit-co>

* * * * * Le 8 octobre 2017. Mediapart. Au mois de juin dernier, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la France pour avoir voulu inscrire un manifestant au fichier national des empreintes génétiques, le FNAEG. <https://www.mediapart.fr/journal/france/081017/fichage-genetique-la-france-defie-la-jurisprudence-europeenne>

UNION EUROPEENNE : Le 4 octobre 2017. Perturbateurs endocriniens : le vote camouflet du Parlement européen. Une victoire pour la santé et la démocratie, une défaite pour les lobbys et leurs amis.

http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/10/04/perturbateurs-endocriniens-le-vote-camouflet-du-parlement-europeen_5196122_3244.html#k4pKGBURAEQAxQxc.99 Merci à Sumofus pour son action et information : Cliquez ici pour avoir accès à la liste des eurodéputés qui ont approuvé la proposition dangereuse de la Commission, [Votewatch.eu](http://www.votewatch.eu), 4 octobre 2017 UNION EUROPEENNE - Glyphosate

Le 22 août 2017. Article d'Ariane Debernardi : Monsanto : les dessous d'un lobbying http://www.liberation.fr/planete/2017/08/22/monsanto-les-dessous-d-un-lobbying_1591373 Le 15 septembre 2017.

Collusion entre l'Union Européenne et les grands industriels de la chimie, notamment Monsanto !
<http://www.ouest-france.fr/environnement/glyphosate-le-rapport-europeen-recopie-les-arguments-de-monsanto-5248405>
 Le 26 septembre 2017. Une réautorisation du glyphosate par l'UE constituerait un "crime contre la nature et le futur de l'humanité" ! Malgré les dangers connus de cette substance, la Commission européenne a décidé de proposer un renouvellement de la licence du glyphosate pour une période de 10 ans au sein de l'UE. Le vote sur l'autorisation du glyphosate devait avoir lieu le 5 ou 6 octobre 2017 lors d'un comité d'experts.
http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/09/25/cinq-questions-sur-la-bataille-autour-du-glyphosate_5191035_3244.html
 - <http://rnc.bfmtv.com/emission/dangerosite-du-glyphosate-quand-l-union-europeenne-copie-colle-un-rapport-de-monsanto-1256477.html> Le 3 octobre 2017. Le vote sur la réautorisation de l'herbicide décrié a été une nouvelle fois repoussé (au 23 octobre). Tandis que les lobbys des pesticides accroissent leur pression sur la Commission européenne, des plaintes en justice s'abattent sur la firme Monsanto.
http://www.liberation.fr/planete/2017/10/03/glyphosate-bruxelles-au-pied-du-mur_1600692

Voir aussi ci-après : MONSANTO, PORTRAIT D'UNE MULTINATIONALE INFORMEZ VOS PROCHES DES CONDITIONS DE TRAVAIL INSUPPORTABLES !

Le 27 septembre 2017. Cash investigation, vidéo intégrale : Travail, ton univers impitoyable. Le salarié réduit à l'état de robot. <https://www.youtube.com/watch?v=s5uHC6TN2wo> Extrait de ce reportage : http://www.rtl.fr/culture/medias-people/video-cash-investigation-lidl-elise-lucet-7790247736https://www.challenges.fr/media/free-lidl-ces-4-realites-genantes-epinglees-par-cash-investigation-et-elise-lucet_502217
 FRANCE. Invitée ce mardi 26 septembre 2017 sur le plateau de Cash investigation, l'émission d'Elise Lucet sur France 2, la ministre du Travail Muriel Pénicaud s'est totalement embourbée quand la journaliste lui a présenté les conséquences de sa réforme par ordonnances du code du travail pour Nelson, victime d'un licenciement abusif. Un exemple concret en vidéo : <https://www.marianne.net/societe/video-malaise-tv-dans-cash-investigation-la-ministre-du-travail-muriel-penicaud-s-embourbe>
http://www.liberation.fr/desintox/2017/09/28/indemnites-prud-homales-les-trois-mensonges-de-penicaud-face-a-elise-lucet_1599491

Le 21 septembre 2017. Complément d'enquête. La méthode Muriel Pénicaud (France 2). Une ministre "toute dévouée" au « service de l'intérêt général » de son pays : <https://www.youtube.com/watch?v=Qihvi6Di6E0>

Le 5 octobre 2017. Le directeur adjoint du cabinet de Muriel Pénicaud a été nommé illégalement. Mediapart : C'est une nomination qui a beaucoup fait parler, et qui continue de susciter bien des interrogations, au vu de l'attitude de Force ouvrière sur la réforme du code du travail. Stéphane Lardy, ex-bras droit du secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly, présenté à une époque comme son probable successeur, œuvre depuis près de cinq mois au cabinet de la ministre du travail Muriel Pénicaud. Mais selon nos informations, il y travaille en toute illégalité : les conditions de sa nomination contreviennent aux textes en vigueur. Ce qui est pour le moins gênant quand on prétend réformer le droit du travail. <http://tempsreel.nouvelobs.com/en-direct/a-chaud/42824-penicaud-directeur-adjoint-cabinet-muriel-penicaud-nomme-ill.html>

Le 2 juin 2017. Dans un discours en anglais, le président Macron soulignait la responsabilité commune de tous les pays : « Make our planet great again », a-t-il lancé, dans une paraphrase du slogan de Donald Trump (« Make America great again »). http://www.lemonde.fr/planete/video/2017/06/02/emmanuel-macron-make-our-planet-great-again_5137604_3244.html

- Le 6 juillet 2017. Alors candidat, M. Macron avait fait un pas vers les écologistes et les opposants à ce traité commercial en promettant « une commission de scientifiques » pour évaluer les conséquences de l'accord et « faire modifier le texte » si besoin. <http://www.sudinfo.be/1879906/article/2017-07-06/la-france-met-en-place-une-commission-d-evaluation-du-ceta>

- Le 8 septembre 2017. Les experts missionnés par Macron rendent un avis critique sur le CETA. <http://transatlantique.blog.lemonde.fr/2017/09/08/les-experts-missionnes-par-macron-rendent-un-avis-critique-sur-le-ceta/>

- Le 14 septembre 2017. Article de Maxime Combes

Entre CETA et climat, Emmanuel Macron choisit le CETA ! Quelques jours après la publication d'un rapport d'experts montrant notamment que le CETA n'est pas compatible avec un engagement résolu contre le changement climatique, le gouvernement vient d'entériner l'entrée en vigueur provisoire du CETA au 21 septembre, comme si de rien n'était. Emmanuel Macron avait pourtant pris l'engagement de tirer « toutes les conclusions » de ce rapport, y compris de « faire modifier le texte » du CETA. Engagement qui devrait donc rester sans suite.

<https://blogs.mediapart.fr/maxime-combes/blog/140917/entre-ceta-et-climat-emmanuel-macron-choisit-le-ceta>

FRANCE. Mardi 12 septembre 2017, jour de contestation sociale contre la réforme du code du travail, Muriel Pénicaud, ministre du Travail, inaugurerait la 6e édition des Entretiens de la cohésion sociale à l'Institut Montaigne.

http://www.liberation.fr/france/2017/09/12/penicaud-on-est-mur-pour-inventer-une-flexisecurite-a-la-francaise_1595798

- Lors de sa séance du mardi 18 juillet 2017, le comité directeur de l'Institut Montaigne a souhaité à l'unanimité qu'Henri de Castries en assure à nouveau la présidence.

<http://www.desideespourdemain.fr/index.php/post/2017/07/19/Henri-de-Castries%2C-pr%C3%A9sident-de-l-Institut-Montaigne> Henri de Castries est actuellement aussi président du Comité directeur du groupe Bilderberg.

Vidéo du 27 mai 2017 de Natacha Polony sur le groupe Bilderberg et le dîner du Siècle.

http://www.dailymotion.com/video/x5o3ad5David_Rockefeller,_co-fondateur_du_Bilderberg,_d%C3%A9clarait_le_1er_f%C3%A9vrier_1999_%C3%A0_Newsweek_International :

"Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire". Le 5 décembre 2013, RAOUL MARC JENNAIR tirait déjà la sonnette d'alarme : Et si les firmes prenaient le pouvoir ?

<https://blogs.mediapart.fr/raoul-marc-jennair/blog/051213/et-si-les-firmes-prenaient-le-pouvoir>

LES ÉCUEILS DE TISA : SERVICES, DÉMOCRATIE ET RÉGNE DES ENTREPRISES À L'ÈRE TRUMP Services, democracy and corporate rule in the Trump era by Scott Sinclair July 5, 2017

<https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/tisa-troubles> The report of Scott Sinclair presented by Rosa-Luxemburg-Stiftung : <http://www.rosalux.eu/publications/tisa-troubles-services-democracy-and-corporate-rule-in-the-trump-era/>

-

Le rapport de Scott Sinclair présenté en langue française, édité en juillet 2017 par « Rosa-Luxemburg-Stiftung », Bureau de Bruxelles, avec le soutien du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement: http://www.rosalux.eu/fileadmin/user_upload/Publications/2017/TISA-FR.pdf

- Le premier rapport de Scott Sinclair et Hadrian Mertins-Kirkwood a été publié par la faïtière « Internationale des services publics » le 28 avril 2014 : "TISA (ACS) contre les services publics" <http://www.world-psi.org/fr/rapport-special-de-lisp-lacs-contre-les-services-publics>

Voici une importante nouvelle concernant les traités de nouvelle génération, dont le CETA :

Article du CNCD-11.11.11 : Mercredi 6 septembre 2017, la Belgique a officialisé la saisine de la Cour de Justice de l'Union européenne pour vérifier la légalité du CETA, et plus particulièrement de la clause d'arbitrage Investisseur/Etat. C'était un des engagements majeurs obtenus dans le cadre de l'accord intra-belge pour signer le CETA en octobre 2016. <http://www.cncd.be/CETA-le-CNCD-11-11-11-salue-la>

- Le 6 septembre 2017. L'Institut Veblen appelle le gouvernement français à s'associer à la Belgique pour demander à la Cour de Justice de l'UE de vérifier la compatibilité de l'intégralité du CETA avec les traités européens. <http://www.veblen-institute.org/La-Belgique-ne-veut-pas-d-un-CETA-hors-la-loi.html>

Pétition de Sumofus adressée à Emmanuel Macron ! : <https://actions.sumofus.org/a/monsieur-le-president-dites-non-au-tafta-et-au-ceta/?akid=34432.10911360.jknlUv&rd=1&source=taf&t=6#>

Information reçue de la "Plateforme pour une agriculture socialement durable" www.agrisodu.ch Marie-Monique Robin, auteure du film et livre "Le monde selon Monsanto" réalise un nouveau documentaire (et livre) intitulé "Le Roundup face à ses juges", qui a été diffusé sur la deuxième chaîne de la RTS le 28 août 2017 et sera diffusé sur ARTE le 17 octobre 2017. Le film a été tourné sur trois continents, et son fil conducteur est le Tribunal International Monsanto qui s'est tenu à La Haye les 15 et 16 octobre 2016.

Mis sur internet par la Radio télévision suisse : <http://pages.rts.ch/docs/8812839-le-roundup-face-a-ses-juges.html> Le budget n'étant pas complet, vous pouvez soutenir ce film : <https://m2rfilms.com/espace-membres/le-juge-et-l-herbicide> Marie-Monique Robin avait déjà réalisé un film documentaire sur Monsanto, sorti en 2008 : "Le Monde selon Monsanto", (1h49') <https://www.youtube.com/watch?v=cVngG592xKU>

(Arte, ONF, Festival international du film francophone en Acadie, prix Rachel-Carson (Norvège), trophée des sciences du danger (Cannes), Umwelt-Medienpreis (prix des médias allemands, Berlin 2009), Ekofilm Festival de Cesky Kumlav (République Tchèque, 2009)).

Le 23 août 2017. Pétition sur les Perturbateurs endocriniens. Le 4 juillet dernier, la France capitulait devant les lobbies à Bruxelles. Aujourd'hui, une intense bataille se joue à Bruxelles; l'industrie agro-chimique y a envoyé une armée de lobbyistes défendre ses profits. Ces lobbys gagneront si nous ne nous mobilisons pas massivement en interpellant les eurodéputés. Un véritable permis d'intoxiquer est sur le point d'être offert par l'UE aux multinationales du toxique comme Monsanto et Bayer. Mais tout n'est pas perdu ! Signez la pétition :

<https://actions.sumofus.org/a/considerez-les-perturbateurs-endocriniens-avec-le-meme-serieux-que-les-cancerogenes-et-refusez-la-proposition-de-la-commission-europeenne/?akid=33760.10911360.LHxM-D&rd=1&source=fwd&t=1>

- Le 28 août 2017. Message de Sumofus : "Excellente nouvelle, la Commission européenne a ordonné une enquête

approfondie qui durera des mois, nous donnant plus de temps pour nous organiser".

(En anglais) Réponse de la Commissaire européenne à la concurrence suite à notre campagne, Commission Européenne, 22 août 2017

Bayer-Monsanto : Bruxelles lance une enquête approfondie, Les Echos, 23 août 2017

Vendredi 11 août 2017. Scandale sanitaire. Interview de l'eurodéputé écologiste Yannick Jadot qui dénonce l'« énième crise » d'un système « dangereux » http://www.liberation.fr/france/2017/08/11/oeufs-contamines-jadot-denonce-l-enieme-crise-d-un-systeme-dangereux_1589410

Rappel

La vidéo suivante commence par souligner l'importance prise par les 27 commissaires européens; super-ministres anonymes devenus les puissants de l'Europe.

Dans la seconde partie de la vidéo : le 16 octobre 2012, l'Assemblée Nationale française reçoit la Luxembourgeoise Viviane Reding, alors vice-présidente de la Commission européenne, Commissaire européenne à la justice, aux droits fondamentaux et à la citoyenneté - et promotrice des traités de libre-échange tel l'Accord TISA. Sur le ton de l'évidence, Mme Reding assène aux parlementaires français : « Il faut lentement mais sûrement comprendre qu'il y a plus de politiques intérieures nationales. Il y a plus que des politiques européennes qui sont partagées dans une souveraineté commune. »

<https://www.youtube.com/watch?v=yBRCZPypyyM> La Commission européenne gangrenée par les lobbys et conflits d'intérêts ?

Le 30 octobre 2015. Article paru dans Sud Ouest : <http://www.sudouest.fr/2015/10/30/la-commission-europeenne-gangrenee-par-les-lobbys-et-conflits-d-interets-2170583-710.php>

Le 6 février 2017. Article de Raphaëlle Fleury paru dans La Croix : <http://www.la-croix.com/Economie/Monde/Quand-deputes-europeens-mettent-lobbying-2017-02-06-1200822692>

En complément :

Interview du 16 juin 2017 de Monique Pinçon-Charlot, sociologue, ex-directrice de recherche au CNRS : « La politique, comme tous les autres champs de l'activité économique et sociale, est [aujourd'hui] dominée par la finance [...] La classe oligarchique possède tous les moyens de production; industriels, économiques, médiatiques, etc., et les 99 % restant ont que leur force de travail à vendre, qu'elle soit intellectuelle ou manuelle ».

<https://www.youtube.com/watch?v=2yrk8xnE9xw>

FRANCE Le 13 septembre 2017. Réforme travail : les routiers appelés à la grève à compter du 25 septembre <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2017/09/13/97002-20170913FILWWW00106-reforme-travail-les-routiers-appelles-a-la-grave-a-compter-du-25-septembre.php> Le 8 septembre 2017. L'ambition de Macron : Si la France veut prétendre être à l'initiative d'une « refondation » de l'Union, elle doit d'abord « démontrer sa capacité à se transformer » ! http://www.liberation.fr/politiques/2017/09/08/en-grece-macron-affirme-sa-determination-a-reformer-malgre-les-faineants_1594993

Le 7 septembre 2017, interview du député de Seine-Saint-Denis de la France insoumise, Eric Coquerel, également membre de la Commission des finances à l'Assemblée nationale et porte-parole du Parti de gauche. <https://www.youtube.com/watch?v=GhpmSABT78E>

Le 2 septembre 2017. Article d'Agoravox concernant la directive sur les travailleurs détachés, mentionnant notamment les préjudices subis tant par des ouvriers étrangers surexploités, que par une partie des travailleurs et entrepreneurs français. <https://www.agoravox.fr/actualites/politique/article/travailleurs-detaches-emmanuel-196399> Le 7 septembre 2017. PolonyTV (média indépendant, 5 euros par mois). Présentation de Coralie Delaume : Emmanuel Macron souhaite une révision de la directive « Travailleurs détachés », trahison, selon lui, de l'esprit européen. Pourtant, elle est en parfaite adéquation avec les traités. La Pologne serait même, en la matière, une élève modèle de l'UE. <https://polony.tv/focus/macron-l-europe-de-l-est-et-les-travailleurs-det?autoplay=true>

Jeudi 3 août 2017. Casse du Code du travail : les députés de gauche vont déposer un recours collectif devant le Conseil constitutionnel <https://www.humanite.fr/casse-du-code-du-travail-les-deputes-de-gauche-vont-deposer-un-recours-collectif-devant-le-conseil> Code du travail, Interventions de députés à l'Assemblée nationale

Laurence Cohen, députée communiste : <https://twitter.com/search?q=%23PJLdialoguesocial>

Martial Bourquin, député socialiste : <https://www.youtube.com/watch?v=ns2sQmbTV4M>

Adrien Quatennens, député France insoumise : <https://alternatifs44.blogspot.ch/2017/07/code-du-travail-adrien-quatennens.html>

Discours de Jean-Luc Mélenchon à l'Assemblée nationale pour expliquer le vote de la France insoumise :

<https://www.youtube.com/watch?v=X4k7Kn1Gzew> Mercredi 2 août 2017. Evasion fiscale. Le gouvernement refuse 80 milliards de recettes <https://www.humanite.fr/evasion-fiscale-le-gouvernement-refuse-80-milliards-de-recettes-639668>

Lundi 31 juillet 2017. Le Conseil constitutionnel français valide le CETA l'estimant compatible avec la Constitution française <https://fr.sputniknews.com/france/201707311032467211-france-conseil-constitutionnel-ceta/>

Mediapart : <http://amisdupg.blogspot.ch/2017/08/ceta-le-conseil-constitutionnel-se.html>

Jeudi 27 juillet 2017. Comme l'a révélé l'Humanité, l'ex-Directrice Générale des Ressources Humaines du groupe Danone, et actuelle Ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a gagné 1,13 million d'euros en Bourse grâce à ses stock-options, suite à l'annonce d'un plan social au sein du groupe. Et ce en moins de 24 heures. Ou quand les licenciements rapportent gros : <http://www.ouest-france.fr/economie/emploi/penicaud-t-elle-gagne-1-million-d-euros-en-bourse-grace-un-plan-social-5158595>

- 27 juillet 2017, Intervention d'Eliane Assassi, députée communiste :

<https://www.youtube.com/watch?v=qvM41ERwoWs>

- 31 juillet 2017. Intervention du député Adrien Quatennens (FI) en Commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale (& interview de Mme Pénicaud) : <http://www.bfmtv.com/politique/stock-options-muriel-penicaud-denonce-une-personnalisation-blessante-des-accusations-1228245.html>

- 31 juillet 2017. Réponse de Muriel Pénicaud, puis intervention du député communiste Pierre Dharréville en Commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale http://www.huffingtonpost.fr/2017/07/31/muriel-penicaud-repond-aux-accusations-sur-ses-stock-options-che_a_23057674/

- Mercredi 2 Août 2017, nouvel article paru dans L'Humanité : Révélation. Les petites affaires des macroniens issus du groupe Danone <https://www.humanite.fr/revelation-les-petites-affaires-des-macroniens-issus-du-groupe-danone-639661>

Le 19 juillet 2017 à l'Assemblée nationale, intervention de la députée Clémentine Autain (FI) sur le CETA :

<https://www.youtube.com/watch?v=Go3cBSDsQU4>

- <https://www.marianne.net/societe/exploitation-d-hydrocarbures-en-france-nicolas-hulot-refuse-de-froisser-les-entreprises>

Le 19 juillet 2017, le général Pierre de Villiers démissionne

- Interview du Général Vincent Desportes "On retire au Ministère de la Défense deux fois plus - proportionnellement - qu'aux autres Ministères" : <https://www.youtube.com/watch?v=PTBUvVNra5E>

- L'article D3121-9 du Code de la Défense précise que le chef d'état-major des armées a un rôle dans la préparation du budget du Ministère : <http://www.opex360.com/2017/07/21/le-porte-parole-du-gouvernement-charge-encore-le-general-de-villiers-qui-qualifie-de-poete-revendicatif/>

Le 17 juillet 2017. Les collectivités locales devront diminuer leurs dépenses de 13 milliards au lieu de 10 milliards d'ici à 2022. De plus, la taxe d'habitation sera supprimée pour 80 % des foyers (taxe qui représente 1/3 des recettes fiscales des municipalités). <http://www.lefigaro.fr/politique/2017/07/17/01002-20170717ARTFIG00262-macron-met-les-collectivites-au-regime-sec.php> Note de Adetra : Macron, défenseur des accords de libre-échange, dont le CETA, met en œuvre, avec davantage de virulence que ses prédécesseurs, une stratégie ultralibérale qui devrait imposer par ces accords. Cette stratégie vise entre autres à détruire les services publics et les Entreprises détenues par l'État en faveur des multinationales. http://aitec.reseau-ipam.org/IMG/pdf/resume_ttip_ceta_la_grande_offensive_sur_les_services_publics.pdf

Les services publics municipaux, régionaux et nationaux sont menacés par les accords de libre-échange, dont l'Accord sur le commerce des services "TISA". Cet accord peu connu pourrait être signé rapidement si les USA se décidaient à en reprendre les négociations. Ce n'est qu'au moment de la signature de cet accord que nous saurons s'il est « non-mixte », c'est-à-dire relevant de la compétence exclusive de l'Union européenne, ou « mixte » relevant de l'UE et des Etats membres de l'UE (sachant qu'un seul des 38 Parlements nationaux ou régionaux (habilités) a le pouvoir de remettre en question son processus de ratification). Voir ci-après : la déclaration du 21 juin 2017 du représentant au Commerce américain Robert Lighthizer, et la note sur la Mixité ou non-mixité de TISA.

- 2 août 2017. Le gouvernement supprime 300 millions d'euros de dotations aux collectivités en 2017 http://www.lemonde.fr/politique/article/2017/08/02/le-gouvernement-supprime-300-millions-d-euros-de-dotations-aux-collectivites-en-2017_5167926_823448.html

Le 12 juillet 2017. Plus de 300 universitaires et chercheurs s'alarment de la volonté du gouvernement d'inscrire dans le droit ordinaire les principales mesures de l'état d'urgence <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/120717/banalisation-de-l-etat-d-urgence-une-menace-pour-l-etat-de-droit>

- 23 juin 2017. Appel à la mobilisation contre l'instauration d'un état d'urgence permanent <https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/230617/appel-la-mobilisation-contre-l-instauration-dun-etat-durgence-permanent>

Le 4 juillet 2017, Le danger de rendre 11 vaccinations obligatoires :

<https://www.contrepoints.org/2017/07/04/293901-danger-de-rendre-11-vaccinations-obligatoires>

- 4 juillet 2017. Il y aura 11 vaccins obligatoires au lieu de 3, annonce Édouard Philippe !

http://www.huffingtonpost.fr/2017/07/04/il-y-aura-11-vaccins-obligatoires-au-lieu-de-3-annonce-douard_a_23015586/

- 16 juin 2017, Michèle Rivasi : 11 vaccins obligatoires; dans l'intérêt de qui ? Non à la vaccination forcée :

<http://www.michele-rivasi.eu/a-la-une/11-vaccins-obligatoires-dans-linteret-de-qui-non-a-la-vaccination-forcee/>

- 21 juin 2017. Vaccin contre l'hépatite B : la Cour de Justice de l'UE reconnaît le lien avec la sclérose en plaques = Une victoire pour les victimes : <http://www.ladepeche.fr/article/2017/06/23/2599730-sclerose-plaques-justice-europeenne-met-cause-vaccin-contre-hepatite-b.html>

- Le 10 février 2017. Le chef du service du Centre de pathologie neuromusculaire de l'hôpital Henri-Mondor à Créteil (Val-de-Marne), Romain Gherardi, a signé fin 2016 un ouvrage - Toxic Story, Actes Sud - dans lequel il narre son odyssee de lanceur d'alerte concernant les effets des adjuvants aluminiques présents dans les vaccins (voir aussi la vidéo en fin d'article) : "depuis 1926, 60 % des vaccins contiennent des adjuvants aluminiques pour renforcer la réponse immunitaire" : http://www.lemonde.fr/tant-de-temps/article/2017/02/10/adjuvants-des-vaccins-comprendre-que-matiere-de-securite-tout-etait-faux-fut-un-choc_5077561_4598196.html#FzROthJerupCJzC8.99

- Pétition adressée à la ministre Agnès Buzin : <https://www.change.org/p/madame-la-ministre-des-solidarite-C3%A9s-et-de-la-sant%C3%A9-madame-agn%C3%A8s-buzyn-nous-r%C3%A9clamons-la-libert%C3%A9-de-vaccination-en-france>

- Voir aussi : <http://www.agoravox.tv/tribune-libre/article/vaccins-obligatoires-des-grands-73823>

Après le discours d'Edouard Philippe le 4 juillet 2017, discours de Jean-Luc Mélenchon à l'Assemblée nationale :

<https://www.youtube.com/watch?v=o1sQAvB39N4>

Jean-Luc Mélenchon conteste le recours aux ordonnances : « huit jours pour abolir le résultat de cent ans de luttes et de compromis social ».

Pour le communiste Sébastien Jumel « Liquider le droit du travail par ordonnances est une folie ».

Le socialiste Olivier Faure annonce que son groupe va s'abstenir.

Chaîne TV de l'équipe de Natacha Polony : <https://polony.tv/focus> Récentes vidéos :

- Vidéo du 4 septembre 2017 suite à l'interview fleuve d'Emmanuel Macron paru le 31 août dans Le Point. <https://polony.tv/focus/macron-revolutionnaire-neoliberal?autoplay=true>

- Vidéo du 25 juillet 2017. La taxe sur les transactions financières amputée. La décision de ne pas étendre cette taxe marque la première vraie concession d'Emmanuel Macron au monde de la Finance. <https://polony.tv/focus/la-taxe-sur-les-transactions-financieres-amputee?autoplay=true>

- 7 juillet 2017. Nicolas Hulot englué dans la marée noire des lobbies.

Perturbateurs endocriniens : « La France vient d'accepter de signer le texte de la Commission européenne sur la définition des perturbateurs endocriniens. Ce texte, la France et quelques autres pays - dont le Danemark et la Suède - refusaient, depuis des années, de le signer. La France a refusé 6 fois, parce que la définition donnée par la Commission européenne des perturbateurs endocriniens est tellement floue, et exige tellement de vérifications scientifiques, de preuves, qu'il est quasiment impossible d'interdire une très grande part de ces perturbateurs » <https://polony.tv/focus/ecologie-nicolas-hulot-englue-dans-la-maree-no?autoplay=true>

- 21 juin 2017. Article d'Estelle Pattée paru dans Libération :

http://www.liberation.fr/planete/2017/06/21/perturbateurs-endocriniens-ong-et-scientifiques-appellent-la-france-a-ne-rien-ceder_1578472

4 juillet 2017, article post-vote, paru dans Le Figaro : <http://sante.lefigaro.fr/article/perturbateurs-endocriniens-l-europe-avance-timidement>

12 juillet 2017, extrait d'un article paru dans le Canard enchaîné : « Le texte européen signé par Hulot exige un niveau de preuves si élevé – supérieur à celui imposé pour un cancérigène – que nombre de perturbateurs suspectés ou présumés vont pouvoir continuer allègrement d'être en vente libre et de déglugner nos hormones. Ce qui n'empêche pas Hulot d'annoncer qu'il s'agit d'une avancée considérable". Et c'est ainsi, d'avancée en avancée, que nous irons jusqu'en 2040 ». 1er juillet 2017. Présentation de Jean-Michel Quatrepoint avec Natacha Polony.

Avec Macron, il y a une hyperprésidentialisation du régime, une concentration des pouvoirs à l'Elysée, l'objectif étant progressivement de vider le poste du 1er ministre de sa substance. Cela commence avec le discours de Macron devant le Congrès, discours qui a eu lieu 24 heures avant celui d'Edouard Philippe. De plus, pour la première fois dans l'histoire de la République, l'Elysée et Matignon partagent une dizaine de conseillers - membres des cabinets ministériels -, ce qui permet de contrôler Matignon. Le pouvoir s'exerce ainsi à l'Elysée qui contrôle les cabinets de chacun des ministres. <https://polony.tv/focus/macron-et-le-coup-d-etat-permanent?autoplay=true>

- 29 juin 2017. Emmanuel Macron, en prononçant un discours devant le congrès la veille du discours de politique générale du Premier ministre, donne le signe d'une hyper présidence sans aucun contre-pouvoir. Natacha Polony commente cet acte de monarchie absolue.

Le 13 juin 2017. Macron et sa majorité préparent la plus terrible attaque contre nos salaires de toute notre histoire, article de Gérard Filoche, membre du bureau national du Parti socialiste

- [http://www.huffingtonpost.fr/gerard-filoche/macron-et-sa-majorite-preparent-la-plus-terrible-attaque-](http://www.huffingtonpost.fr/gerard-filoche/macron-et-sa-majorite-preparent-la-plus-terrible-attaque-contre_a_22137311/)

[contre_a_22137311/](http://www.huffingtonpost.fr/gerard-filoche/macron-et-sa-majorite-preparent-la-plus-terrible-attaque-contre_a_22137311/)

- <https://www.youtube.com/watch?v=J9fPkJ5FEJY>

Radio France, débat du 23 juin 2017 (?) avec Natacha Polony, Soazig Quémener de Marianne, Virginie Lepetit du Courrier International et Frédéric Farah économiste : <https://www.youtube.com/watch?v=LLGHQzDs2pc>

Natacha Polony, journaliste et essayiste face à Nicolas Beytout, journaliste et éditorialiste, le 20 juin 2017 :

<https://www.youtube.com/watch?v=Nx5i6KgmKI8>

Macron menace le code du travail et les libertés publiques - Mélenchon chez Bourdin Le 9 juin 2017, Jean-Luc Mélenchon était l'invité de Jean-Jacques Bourdin. Il a parlé des élections législatives et expliqué qu'Emmanuel Macron menaçait le code du travail et les libertés publiques. Le code du travail, d'abord, parce qu'il veut le détricoter par ordonnances en mettant la négociation par entreprise au-dessus de la loi ; les libertés publiques, ensuite, parce qu'il souhaite faire entrer les dispositions de l'état d'urgence dans le droit commun. Jean-Luc Mélenchon a également sur ce point dénoncé la méthode d'Emmanuel Macron, qui n'aurait pas rendu ces éléments publics sans les révélations du «Parisien» et du «Monde». <https://www.youtube.com/watch?v=c75l9fQhRj>

Stop Ordonnances

Nous appelons les futurs député-es qui siégeront à l'Assemblée nationale à ne pas laisser faire ce projet

antidémocratique et antisocial de casse du code du travail par Ordonnances. Signez et faites signer cet appel:

<http://stopordonnances.wesign.it/fr> Le 8 juin 2017 : La future loi antiterroriste du gouvernement soulève de vives

inquiétudes : [http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/06/08/la-future-loi-antiterroriste-du-gouvernement-souleve-](http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/06/08/la-future-loi-antiterroriste-du-gouvernement-souleve-de-vives-inquietudes_5140968_1653578.html#dLldShxSIOVEDjSH.99)

[de-vives-inquietudes_5140968_1653578.html#dLldShxSIOVEDjSH.99](http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/06/08/la-future-loi-antiterroriste-du-gouvernement-souleve-de-vives-inquietudes_5140968_1653578.html#dLldShxSIOVEDjSH.99) Des associations demandent à Macron de retirer

le projet de loi antiterroriste : [http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/06/09/des-associations-demandent-a-](http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/06/09/des-associations-demandent-a-macron-de-retirer-le-projet-de-loi-antiterroriste_5141717_1653578.html#d2XKsxVdBg3Ezp3i.99)

[macron-de-retirer-le-projet-de-loi-antiterroriste_5141717_1653578.html#d2XKsxVdBg3Ezp3i.99](http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/06/09/des-associations-demandent-a-macron-de-retirer-le-projet-de-loi-antiterroriste_5141717_1653578.html#d2XKsxVdBg3Ezp3i.99) Juin 2017. Le Monde

diplomatique Un barrage peut en cacher un autre <http://www.monde-diplomatique.fr/2017/06/RIMBERT/57603> *****

LA "COM" CONTRE LA DEMOCRATIE

Mercredi 07 juin 2017, article de Laurence Mazure paru dans Le Courrier :

« La surenchère à laquelle se livre le parti La République en marche en matière d'«étouffement du futur parlement par l'exécutif, avant même la tenue des législatives des 11 et 18 juin prochains, est préoccupante : les 522 candidats du parti présidentiel ont accepté comme condition préalable à leur candidature de se dessaisir de leur liberté de parole et de critique au profit de l'exécutif, en s'engageant à voter, entre le 24 et le 28 juillet, une loi d'habilitation qui permettra au gouvernement Macron de légiférer par ordonnance dans un but bien précis : cette automutilation annoncée laissera le gouvernement libre de procéder au dépeçage des fondamentaux du code du travail. » https://www.lecourrier.ch/150022/la_com_contre_la_democratie ***** Quelle compatibilité entre l'Accord de Paris sur le Climat COP21 et les traités de libre-échange ?

Décembre 2015. Déclaration de la fédération syndicale "Internationale des services publics" (PSI-ISP) :

"A l'heure où les Chefs d'Etat s'apprêtent à négocier un accord international à Paris contre le réchauffement de la planète, leurs négociateurs sur le commerce se réunissent quant à eux à Genève afin de mettre sur pied, dans le plus grand secret, un nouvel accord de libre-échange qui pourrait venir renforcer l'exploitation des énergies fossiles et exacerber le changement climatique." <http://www.world-psi.org/fr/ratification-dun-accord-sur-le-climat-paris>

- <http://www.world-psi.org/fr/la-grande-arnaque-du-rechauffement-climatique> Article de Martine Orange et Julian

Assange (WikiLeaks) paru dans Mediapart le 3 décembre 2015 :

https://www.mediapart.fr/journal/economie/031215/energie-et-transport-malgre-la-cop21-tisa-deregleme-tout-va?page_article=2

Pour approfondir : article de Deborah James de l'OWINFS (Notre monde n'est pas à vendre) paru le 3 décembre 2015 :

<https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=3&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwjanoCwkuPJAhWJ>

RhQKHat2AF0QFggvMAI&url=http%3A%2F%2Fwww.acidus.ch%2Fblogue%2Fwp-content%2Fuploads%2F2015%2F12%2F2015-owinfs-dj-climate-deception-on-energy-enviro-fr-3-dec-2015.pdf&usg=AFQjCNGzLsJIIYojNS8XFWAMSikZl7xMpg&bvm=bv.110151844,d.bGg
<http://notforsale.mayfirst.org/fr/article/d-ception-climatique-objectifs-non-contraignants-pour-climat-mais-r-gles-contraignantes-pour>

Article de Maxime Combes, paru le 13 mai 2016, Blog Mediapart : Accord UE-Canada : le CETA nie l'impératif climatique et l'Accord de Paris <https://blogs.mediapart.fr/maxime-combes/blog/130516/accord-ue-canada-le-ceta-nie-limperatif-climatique-et-laccord-de-paris>
 (Définition des "Barrières non-tarifaires" par R.M. Jennar : Les normes qu'on trouve dans les Constitutions, les lois et les règlements nationaux)

- La Commission européenne appuie le travail des industriels pour promouvoir l'exploitation des hydrocarbures de schiste sous couvert d'expertise scientifique : <https://blogs.mediapart.fr/maxime-combes/blog/150415/gaz-de-schiste-pourquoi-jai-renonce-participer-au-groupe-dexperts-de-la-commission-europeenne>

- Le 12 janvier 2017, les membres de la commission "Environnement" du Parlement européen votaient en faveur du CETA, accord climaticide et lourd de menaces pour notre agriculture et notre alimentation.

Le 16 octobre 2016, Paul Magnette donnait un discours remarquable devant le Parlement wallon - avant la signature du CETA -, revendiquant une transparence des négociations, un respect des règles démocratiques, ainsi que des normes et standards élevés pour les futurs accords de libre-échange comme le CETA :

<https://www.youtube.com/watch?v=B5GhqxWeqzQ>

- <http://www.boursorama.com/actualites/paul-magnette-l-europe-doit-repenser-en-profondeur-sa-politique-commerciale-040fbc64e93a2cdeb95271ea6d647ebd>

- https://www.rtf.be/info/monde/detail_paul-magnette-a-la-television-canadienne-on-pourrait-ne-pas-ratifier-le-ceta?id=9623300 Emmanuel Macron se présente comme un défenseur de la COP21

<https://www.youtube.com/watch?v=w9WJDBJk5cl> Néanmoins, il soutient les accords de libre-échange (et la compétence exclusive de l'UE) qui annulent les quelques avancées non contraignantes de la COP21.

Voir aussi ci-après sa position sur la transparence des négociations et le respect des règles démocratiques du CETA : Position des candidats à la présidentielle française sur CETA, TAFTA & TISA **UNE IMPORTANTE NOUVELLE !!** Le 16 mai 2017, la Cour de justice de l'Union européenne a rendu un "avis" concernant le Libre-échange : Pas de « compétence exclusive » de l'Union Européenne sur les futurs accords de "nouvelle génération" dont CETA et TTIP !

<https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2017-05/cp170052fr.pdf>

<http://www.cncd.be/+CETA+>

http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/05/16/libre-echange-pas-de-competence-exclusive-de-l-ue-sur-les-accords-de-nouvelle-generation_5128392_3234.html Voir aussi ci-après la vidéo du 6 juillet 2016 de Maria Arena, eurodéputée, qui présente cette question de la "mixité" du CETA Mixité ou non-mixité de TISA ?

Cet accord menace notamment la majorité des services publics et les Entreprises détenues par l'Etat ! Selon des ONGs et syndicats travaillant sur TISA :

Dans le cadre de l'accord de libre-échange UE-Singapour, l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne a défini que les compétences mixtes - relevant de l'UE et des Etats membres de l'UE - sont :

- les investissements de portefeuille,
- et le mécanisme de règlement des différends Investisseurs-Etats (ICS-ISDS).

Or TISA ne comprend pas de chapitre sur les investissements qui le rendrait obligatoirement mixte.

Par contre, les États membres de l'UE disposent de compétences sur les services de transport, les dispositions relatives au travail et à l'environnement, etc.

Selon un expert auprès de l'UE : "Le 3 février 2016, le Parlement européen n'a pas voté pour que l'accord soit mixte (amendement 53), mais il n'a pas non plus voté pour qu'il soit de compétence exclusive de l'UE. Cette question reste ouverte; la décision sera prise par le Conseil européen sur proposition de la Commission européenne au moment de la signature de TISA !

S'il est mixte, il devra être ratifié par tous les Parlements nationaux, en plus du Parlement européen, mais le Conseil européen pourra décider d'une "Application provisoire". En effet, le traité de Lisbonne prévoit qu'un accord mixte peut être appliqué provisoirement, dès sa signature, avant même la ratification par le Parlement européen et les Parlements nationaux, ce qui est très peu démocratique.

Dans le cas de TISA, il y a un accord entre le Parlement européen et la Commission européenne pour ne pas proposer l'application provisoire de l'accord avant que le Parlement européen n'ait donné son consentement". Voici la position de RAOUL MARC JENNAR, expert des accords de libre-échange (commentaires 18 à 21)

[:http://www.jennar.fr/2017/05/09/les-appareils-politiques-doivent-se-soumettre-au-peuple/comment-page-1/#comment-288913](http://www.jennar.fr/2017/05/09/les-appareils-politiques-doivent-se-soumettre-au-peuple/comment-page-1/#comment-288913)

FRANCE : Le 19 mai 2017, article paru dans le quotidien L'Humanité : Le président de la République prépare

plusieurs réformes afin d'éviter toute contestation possible à l'Assemblée nationale :

« Il compte bâillonner le Parlement en supprimant un tiers des députés, en réduisant son temps législatif à trois mois par an, en plus de recourir à des ordonnances. En somme, il souhaite se tailler sur mesure un Parlement aux ordres. Ce projet d'une violence inouïe peut être repoussé les 11 et 18 juin. » http://pcf-canton-de-boos.over-blog.com/2017/05/pour-les-deputes-ce-sera-tais-toi-et-marche-si-macron-l-emporte.html?utm_source=flux&utm_medium=flux-rss&utm_campaign=politics

Blog Mediapart, Raoul Marc Jennar, article du 9 mai 2017 :

"Nous sommes le peuple. Nous refusons de voir détruites les chances que nos 7 millions de voix ont réunies de s'opposer efficacement aux malheurs qui nous attendent et de proposer un projet pour des "jours heureux".

Nous sommes le peuple. Et nous disons à ceux qui parlent en notre nom : dépassez vos intérêts particuliers ; réglez ce qui vous divise ; donnez-nous ce rassemblement qui créera la dynamique unitaire grâce à laquelle tous les espoirs seront permis. Unis, nous pourrons tout. Divisés nous ne serons rien. Il y a urgence". <https://blogs.mediapart.fr/raoul-marc-jennar/blog/090517/les-appareils-politiques-doivent-se-soumettre-au-peuple> Blog Mediapart, Manifestation du collectif "Front Social" du 8 mai 2017, rassemblant des associations et sections syndicales CGT, FSU et SUD : <https://blogs.mediapart.fr/beatrice-turpin/blog/090517/manifestation-du-front-social-le-8-mai-2017>

Blogs Mediapart, article de RAOUL MARC JENNAR, paru le 2 mai 2017 : Le piège, les menaces et l'espoir : "A la différence des craintes légitimes qu'inspire l'élection de Mme Le Pen, dont on nous abreuve de manière apocalyptique, rien n'est dit par la presse dominante des dangers majeurs qu'apporte l'élection de Macron. Rien de plus naturel quand on sait quels sont les intérêts que sert cette presse. Et pourtant, la dictature qui vient n'est pas nécessairement celle redoutée par les médias." <https://blogs.mediapart.fr/raoul-marc-jennar/blog/020517/le-piege-les-menaces-et-lespoir>

- Le 10 Mai 2017, article de Daniel Roucoux paru dans l'Humanité : Gouverner par ordonnances et 49-3, comment ça marche et quels garde-fous ? <http://www.humanite.fr/gouverner-par-ordonnances-et-49-3-comment-ca-marche-et-quels-garde-fous-635902>

Article de Laurent Mauduit, paru le 11 juillet 2016 dans Mediapart (journal indépendant), présenté par "Démocratie Réelle" : Emmanuel Macron, le candidat de l'oligarchie <http://democratie-reelle-nimes.over-blog.com/2016/07/emmanuel-macron-le-candidat-de-l-oligarchie-laurent-mauduit.htm>

- La morgue de Macron contre la fonction publique, article de Laurent Mauduit, paru le 19 septembre 2015 dans Mediapart, présenté par le Syndicat national unitaire des instituteurs professeurs des écoles et Pegc affilié à la FSU (SNUipp-FSU 17) : <http://17.snuipp.fr/spip.php?article1953>

Jeudi 27 avril 2017, près de 3000 personnes, dont une majorité de lycéens et d'étudiants, ont manifesté à Paris, Rennes, Nantes, Lyon, Toulouse, Lille, Dijon, Bordeaux et Clermont-Ferrand, avec des pancartes mentionnant « Ni Marine, ni Macron, ni patrie, ni patron » <https://www.youtube.com/watch?v=niPFyXMT0a0>

Vidéo du 19 avril 2017 de l'hebdomadaire POLITIS (journal indépendant), interview du couple de sociologues Pinçon-Charlot : <https://www.youtube.com/watch?v=ychwDoh5Glo>

Communiqué de la Fédération Éducation & Recherche publié sur le site de la Confédération nationale du travail : Inutile de beaucoup chercher pour connaître les positions politiques de M. Blanquer, nouveau Ministre de l'Éducation Nationale, son livre « L'école de demain » a le mérite d'être clair : il agit d'une vision ultra-libérale et réactionnaire de l'éducation. <https://www.facebook.com/cnt.so/>

Position des candidats à la présidentielle française sur CETA, TAFTA & TISA : Article paru le 15 février 2017 dans le Figaro : <http://www.lefigaro.fr/international/2017/02/15/01003-20170215ARTFIG00030-ceta-les-principaux-candidats-a-la-presidentielle-sont-tous-contre-sauf-macron.php>

La Position du parti "En Marche" :

De plus, le 20 octobre 2016, Emmanuel Macron défendait la "non-mixité" du CETA. Selon lui, ce traité devrait être ratifié exclusivement par l'UE, et non par les Parlements nationaux de l'UE car « cela décrédibilise l'Europe » !!

Nota bene : Les accords « non-mixtes » relèvent de la compétence exclusive de l'Union européenne, et ne sont par conséquent pas soumis, pour ratification, aux 38 Parlements nationaux et régionaux des Etats membres de l'UE.

Le 5 juillet 2016, la Commission européenne décidait de considérer le CETA comme un accord à compétence "mixte". Présentation de Maria Arena, eurodéputée : <https://www.youtube.com/watch?v=DCoTGUBh33Q>

<http://www.lesoir.be/1346811/article/actualite/union-europeenne/2016-10-19/macron-questions-wallonnes-sur-ceta-sont-pertinentes-mais%E2%80%A6>

- Le 19 octobre 2016, court interview très significatif de la position d'Emmanuel Macron : <https://www.youtube.com/watch?v=iXrxn1cv6Fg>

♣ Note de Adetra : M. Macron défend la stratégie de l'oligarchie mondialiste en estimant normal que la Commission européenne ne soumette pas le CETA aux Parlements nationaux et régionaux de

’UE, ce qui est foncièrement antidémocratique !

La position des Républicains en faveur du CETA et du TAFTA :

- Le 15 février 2017, le CETA était ratifié par le Parlement européen. Les eurodéputés français Républicains ont voté majoritairement en sa faveur avec 12 pour, 6 abstentions et 2 absents. http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/02/15/traité-ceta-les-eurodeputes-francais-ont-majoritairement-vote-contre_5080287_4355770.html

- Le 8 juillet 2015, le Parlement européen approuvait une Résolution pro-TAFTA. Les Républicains ont voté pour. <https://www.libre-echange.info/analyse/article/vote-pro-tafta-au-parlement-europeen-en-juillet-bons-points-et-cartons-rouges> ; Par les dégâts sociaux et écologiques qu'ils provoquent, les tenants de l'ultralibéralisme font le lit de l'extrême droite populiste et xénophobe. TISA, lancement des négociations au Parlement européen, juillet 2013 :

- Article paru sur ContreLaCour : Le 4 juillet 2013, le Parlement européen donnait son appui à l'ouverture des négociations. Sur 765 eurodéputés, seuls 111 parlementaires ont voté contre. Parmi les députés français, tous les socialistes, centristes, UDI et UMP ont approuvé le lancement des négociations. En revanche, les parlementaires écologistes, Front de gauche et FN s'y sont opposés. <http://www.contrelacour.fr/tisa-union-europeenne-commerce-service/>

Positions de Benoît Hamon et de Jean-Luc Mélenchon : L'accord d'innovation passé entre Yannick Jadot et Benoît Hamon (incluant une opposition aux accords CETA, TISA & TAFTA) : <https://reporterre.net/Voici-le-texte-de-l-accord-entre-Hamon-et-Jadot>

- La position de Jean-Luc Mélenchon contre les traités CETA, TAFTA & TISA : <https://www.youtube.com/watch?v=Lc1OxeL-e9M>
<https://www.youtube.com/watch?v=rRGKE3JbH1Q>

PETITIONS A SIGNER : Non à la proposition scandaleuse de la Commission européenne sur les perturbateurs endocriniens ! https://actions.sumofus.org/a/non-a-la-proposition-scandaleuse-de-la-commission-europeenne-sur-les-perturbateurs-endocriniens?sp_ref=304387056.99.172342.e.544728.2&referrer_id=12578003&source=mlt

Le 22 mars 2017. Rejoignez l'Initiative citoyenne européenne pour l'interdiction du glyphosate :

<https://www.greenpeace.fr/stop-au-glyphosate/> Le 20 mars 2017. Pétition adressée à l'UE pour l'interdiction des néonicotinoïdes : <https://actions.sumofus.org/a/l-ue-doit-mettre-fin-au-massacre-des-abeilles-et-interdire-les-pesticides-neonicotinoïdes/?akid=28839.9991567.2e2ztB&rd=1&source=fwd&t=2>

TISA Juin 2017. Information diffusée par Public Citizen's Global Trade Watch Lighthizer: TISA an 'important' deal now under review June 21, 2017. The Trade in Services Agreement is an 'important' trade deal that should not 'fall by the wayside,' U.S. Trade Representative Robert Lighthizer told the Senate Finance Committee on Wednesday. Asked by Sen. Tom Carper (D-DE) for his assurance that the deal will not be forgotten, Lighthizer said the Trump administration is 'in the process right now of reviewing all these agreements, all the U.S. trade agreements, and that certainly is an important one.' En français : Lighthizer: TISA est un accord commercial "important" qui ne devrait pas "tomber à l'eau", a déclaré mercredi le représentant du Commerce américain Robert Lighthizer au Comité des Finances du Sénat. Interrogé par le sénateur Tom Carper (D-DE) sur l'assurance que l'accord ne sera pas oublié, Lighthizer a déclaré que l'administration Trump «est en train de passer en revue tous ces accords, tous les accords commerciaux des États-Unis, et [TISA] est certainement un accord important ». Mai 2017, la Fédération Internationale des Transports (ITF) et la fondation Friedrich-Ebert-Stiftung présentent une recherche sur TISA, et les effets de cet accord sur les droits des travailleurs du transport. Rapport du Dr Jane Kelsey, professeure de droit à l'Université d'Auckland, Nouvelle-Zélande : <https://goo.gl/39AmQK>

- <http://morningstaronline.co.uk/a-8a16-Unions-launch-push-to-spike-Tisa-trade-pact#.WRxDd9ykKot> Avril 2017, communiqué du Transnational Institute (TNI) - Economic Justice Programme (Netherlands) www.tni.org <https://www.facebook.com/TransnationalInstitute> Ainsi que vous le savez, le représentant du commerce américain choisi par Trump, Robert Lighthizer, a dit qu'il n'excluait pas la poursuite de l'Accord sur le Commerce des Services (TISA). Il est temps de se préparer pour le moment où les négociations reprendront, et d'être informés sur la manière dont TISA constituera une attaque sur les Entreprises d'Etat (à services publics). C'est un sujet fondamental, puisque c'était l'une des raisons principales ayant amené l'Uruguay à se retirer des négociations sur ces accords. <https://www.tni.org/en/publication/tisa-and-state-owned-enterprises> [EN]
<https://www.tni.org/es/publicacion/el-tisa-y-las-empresas-del-estado> [SP]
<https://actualite.housseniawriting.com/international/2017/03/22/le-jefta-un-traité-de-libre-échange-totalement-secret-entre-le-japon-et-lunion-europeenne/21079/>

CETA Accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne UE. Mercredi 15 février 2017, le Parlement européen a ratifié le CETA !! http://www.liberation.fr/planete/2017/02/15/ceta-comment-va-t-on-etre-traité_1548777

- Paul Magnette : "Dans le fond, c'est un accord économique dont le vrai objectif est la protection des investissements. Et sous prétexte de la protection des investissements, on veut éroder toute une série de législations en matière de santé publique, d'environnement, d'échange de données fiscales, ... c'est ça le vrai problème".

https://www.rtf.be/info/monde/detail_paul-magnette-promettre-des-milliers-d-emplois-grace-au-ceta-c-est-du-pipeau?id=9532825

- Emmanuel Maurel, eurodéputé socialiste : <http://emmanuelmaurel.eu/?s=ceta>

- Maria Arena, eurodéputée socialiste : <http://www.touteurope.eu/actualite/video-marie-arena-belgique-gauche-l-europe-merite-mieux-que-le-ceta.html>

- Yannick Jadot, eurodéputé Europe Ecologie : <http://www.lesoir.be/1440633/article/actualite/union-europeenne/2017-02-15/parlement-europeen-approuve-ceta-magnette-maintient-sa-mise-en-garde>

Les négociateurs du CETA :

Stephen Harper, ex-Premier ministre canadien et climato-sceptique, conseille des multinationales (au conseil d'administration de Colliers International, et consultant chez Harper & Associates Consulting Inc. & chez Dentons) : <http://effetsdeterre.fr/2010/09/14/harper-un-climato-sceptique-qui-aime-la-censure/>

- <http://www.journaldemontreal.com/2016/09/17/stephen-harper-au-conseil-d-administration-de-colliers-international-1>

José Manuel Barroso, ex-Président de la Commission européenne, "pantouflé" consultant Goldman Sachs : http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/07/09/l-ex-president-de-la-commission-europeenne-jose-manuel-barroso-recrute-par-goldman-sachs_4966696_3214.html

Karel De Gucht, ancien Commissaire européen au Commerce, "pantouflé" consultant des multinationales : <http://www.humanite.fr/commission-europeenne-portraits-de-pantoufles-613892>

Justin Trudeau, Premier ministre du Canada, a répété son appui au projet de pipeline Keystone XL climaticide, le 24 janvier 2017 : <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/489945/trump-met-la-table-pour-une-approbation-rapide-de-keystone-xl> Le 5 décembre 2016. Paul Magnette et une quarantaine d'universitaires ont lancé la "Déclaration de Namur" que nous vous invitons à signer : <http://declarationdenamur.eu/>

__ TISA ACCORD SUR LE COMMERCE DES SERVICES :

FUITES, ARTICLES, CONFERENCES & SITES :

- Le 29 janvier 2017 : Nouvelles fuites sur TISA révélées par Bilaterals.org.

Le réseau Our world is not for sale (OWINFS) diffuse ce qui suit : "Au milieu de l'incertitude politique, une série de nouveaux documents issus de la dernière ronde de négociation de l'Accord sur le commerce des services (TiSA), en novembre 2016, impliquant 23 parties (représentant 50 pays) a été publiée aujourd'hui sur

<http://www.bilaterals.org/?+-tisa-+>. Les documents comprennent le texte de base et les "annexes" sur les télécommunications, le commerce électronique, les dispositions en matière de localisation, les restrictions à la réglementation intérieure, le mouvement temporaire des services, les entreprises publiques, les transports maritimes, routiers et aériens, et les services de livraison. Les experts apporteront des éclaircissements dans la semaine à venir." :

<http://www.bilaterals.org/?+-tisa-+&lang=fr> Nota bene : Si les « Annexes » de TISA sont adoptées, elles devront obligatoirement être appliquées dans tous les pays signataires, même lorsqu'un pays les a exclues de son offre individuelle par des réserves !

Suisse. Le 5 décembre 2016. Interview d'Isolda Agazzi paru dans Le Temps :

<https://www.letemps.ch/economie/2016/12/05/tisa-negociations-patinent>

- Réplique de M. Christian Etter, ambassadeur au Secrétariat à l'Economie (SECO), Et réponse d'Isolda Agazzi (à droite de la page web) :

<http://www.alliancesud.ch/fr/politique/commerce-et-investissements/politique-de-libre-echange/la-suisse-et-le-tisa-la-position-du> Le 25 novembre 2016, European Digital Rights (EDRi) a publié le communiqué suivant : Le blog allemand Netzpolitik.org, en association avec Greenpeace, a publié de nouveaux documents concernant l'Accord sur le commerce des services (TiSA). Les nouvelles fuites confirment les problèmes identifiés dans les fuites précédentes, y compris les menaces graves à la liberté d'expression et à la protection des données personnelles des citoyens européens : <https://edri.org/new-leaks-confirm-tisa-undermine-civil-liberties/>

Le 14 novembre 2016, article paru en anglais dans POLITICO (diffusé par l'OWINFS) :

<http://www.politico.com/tipsheets/morning-trade/2016/11/a-swan-song-for-tisa-217394>

Le 10 novembre 2016 : Rapport et dépliant sur TISA de la Confédération syndicale internationale à Bruxelles (ITUC-

CSI), en français : <http://www.ituc-csi.org/acs-l-accord-sur-le-commerce-des>

En 4 langues (au bas du communiqué) : <http://www.ituc-csi.org/tisa-trade-in-services-agreement>

Site de l'Internationale des services publics : <http://www.world-psi.org/fr/issue/ACS>

- Suisse, Lausanne, mercredi 8 juin 2016 : Conférence donnée par Isolda Agazzi, experte en Commerce international auprès d'Alliance Sud : <http://www.alliancesud.ch/fr/infodoc/programme/conference-ttip-tisa-ceta-et-multinationales>

- Union européenne, 1er juillet 2016 : Intervention d'Emmanuel Maurel, eurodéputé :

<http://emmanuelmaurel.eu/negociations-tisa-la-commission-est-en-train-de-perdre-le-parlement-europeen-en-route/>

- Le 14 octobre 2016 : De nouveaux documents de travail de l'accord Tisa, dévoilés par WikiLeaks avec plusieurs médias européens, dont «Libération», donnent la mesure des priorités de Bruxelles :

http://www.liberation.fr/planete/2016/10/14/liberalisation-des-services-l-ue-a-l-offensive_1521829

- Le 19 octobre 2016 : Interview de Deborah James au CEPR (Center for Economic and Policy Research in Washington, D.C <http://cepr.net/about-us/staff/>) diffusé par "the Real news network" : Les fuites sur l'accord TISA montrent que les multinationales poussent à la privatisation des services publics :

http://therealnews.com/t2/index.php?option=com_content&task=view&id=31&Itemid=74&jumival=17465#newsletter1

ACTIONS POSSIBLES : Prévoir des campagnes nationales d'affichage pour informer les populations qui ne connaissent généralement pas TISA. Intégrer TISA dans toutes les manifestations contre les accords de libre-échange.

Et selon un Vert genevois, informer le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) : "Le Conseil des Communes et Régions d'Europe est la plus importante et la plus ancienne association de collectivités territoriales en Europe. Elle est la seule organisation à fédérer les associations nationales d'autorités locales et régionales de 41 pays européens et représente, à travers elles, tous les niveaux de territoires - locaux, intermédiaires et régionaux." : http://www.ccre.org/fr/article/a_propos_du_ccre 150 000 collectivités sont regroupées au sein des 60 associations membres du CCRE :

http://www.ccre.org/fr/article/a_propos_des_membres La liste des membres du CCRE :

<http://www.ccre.org/fr/associations/index>

L'annuaire des élus du CCRE : <http://www.ccre.org/fr/elus> Les citoyens peuvent simplement interpellier leurs autorités communales ou régionales. &arr; Les fuites sur TISA, articles de presse et conférences complémentaires se trouvent juste après le

CETA

CETA Accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne Les 1 et 2 décembre 2016. Le ministre-président wallon Paul Magnette menace d'activer la clause de suspension du CETA :

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1502/Belgique/article/detail/3017912/2016/12/01/Magnette-menace-d-activer-la-clause-de-suspension-du-CETA.dhtml> http://www.rtf.be/info/dossier/ceta-la-wallonie-defie-l-europe-et-le-canada/detail_paul-magnette-a-propos-du-ceta-il-ne-faut-pas-jouer-avec-les-pieds-des-wallons?id=9469869 &arr; Voir aussi les articles

parus sur CNCND 11.11.11 : <http://www.cncd.be/Le-CETA-suspendu-si-sa-legalite-n> Paul Magnette remet la "Déclaration de Namur" à Juncker : <https://francais.rt.com/economie/30080-ceta-wallon-paul-magnette-remet-declaration-juncker-menace-suspendre-accord><http://www.7sur7.be/7s7/fr/1502/Belgique/article/detail/3019232/2016/12/02/Magnette-annonce-une-Declaration-de-Namur.dhtml> Le 5 décembre 2016. Paul Magnette et une quarantaine d'universitaires

lancent la "Déclaration de Namur" - que vous pourrez signer - : <http://declarationdenamur.eu/>

<http://www.lesoir.be/1384180/article/actualite/belgique/politique/2016-12-05/apres-ceta-magnette-publie-une-declaration-namur> <http://www.lalibre.be/actu/belgique/suite-a-la-polemique-du-ceta-paul-magnette-presente-la-declaration-de-namur-5845595ecd707c9b300eb7d0>

La Déclaration de Namur présentée lundi 5 décembre 2016 par Paul Magnette, ministre-président socialiste de Wallonie, demandant à la Commission européenne d'inverser la logique avec laquelle elle fait du commerce (Source : Mediapart) : <http://www.declarationdenamur.eu/>

Le 7 décembre 2016. Paul Magnette s'explique sur la Déclaration de Namur. Télévision Canal C :

<http://www.canalc.be/paul-magnette-sexplique-sur-la-declaration-de-namur/>----- Le 7

novembre 2016. Le Monde et Correctiv.org se sont plongés début novembre dans les deux mille pages de l'accord commercial CETA conclu le 30 octobre 2016 entre l'UE et le Canada : http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/11/07/au-c-ur-du-ceta-episode-6-le-ceta-est-il-inarretable_5026893_4355770.html

Le 8 décembre 2016. Euractiv.fr. L'eurodéputé Vert Pascal Durand se dit peu optimiste quant aux chances de faire dévier le CETA de sa trajectoire, celle d'une application directe, à partir de mars 2017. « La seule hypothèse, ce serait une hypothèse juridique, si la Cour de Justice de l'UE (CJUE) est saisie, il est possible qu'elle estime que les tribunaux arbitraux ne sont pas compatibles avec le droit de l'UE, puisqu'ils ne

reconnaissent pas la CJUE en dernier ressort », explique l'avocat : <https://www.euractiv.fr/section/innovation-entreprises/news/la-mobilisation-contre-les-accords-transatlantiques-reste-vive/>

Le 14 décembre 2016 : Paul Magnette « apaisé » sur la saisine de la Cour de justice de l'UE (CJUE) / PS et cdH bloquent une motion d'Ecolo exigeant la saisine de la CJUE avant le 31 décembre 2016 : <https://www.rtf.be/info/dossier/ceta-la-wallonie-defie-l-europe-et-le-canada> Paris, le 15 décembre 2016 - La Commission nationale consultative des droits de l'homme de la République française (CNCNDH) a réalisé une étude très étayée de l'accord économique et commercial global conclu entre l'UE et le Canada (CETA) sous l'angle du respect des droits de l'homme, des droits économiques et sociaux, des principes environnementaux, mais aussi sous l'angle de justiciabilité et de l'État de droit : <http://ldh49.over-blog.org/2016/12/le-ceta-mis-au-pilori-par-le-cncndh-commission-des-droits-de-l-homme.html> Stoppez le CETA maintenant, appel à la mobilisation présenté par le Collectif Stop-Tafta : <https://www.collectifstoptafta.org/newsletter/stoppez-le-ceta-maintenant-appel-a-mobilisation> Articles complémentaires de la presse belge : <http://www.7sur7.be/7s7/fr/1481/Home/800001703/CETA/actua/index.dhtml> <https://www.rtf.be/info/dossier/ceta-la-wallonie-defie-l-europe-et-le-canada> Documents complémentaires : <https://corporateurope.org/fr/international-trade/2016/12/la-monumentale-arnaque-du-ceta> (source : Pour.press) <https://www.pour.press/trois-femmes-et-un-coup-fin-1/> <http://www.cncd.be/Bilan-2016-CETA-on-a-gagne> <http://emmanuelmaurel.eu/?s=ceta>

Janvier 2017, article de Raoul Marc Jennar paru dans Le Monde diplomatique : <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/01/JENNAR/56981>

CETA Accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne
Octobre 2016 : le débat démocratique sur le CETA n'est pas le problème mais la solution :

- Motion du 14 octobre 2016 du Parlement wallon : MOTION 606 n2 (2016-2017) [PDF] Vendredi 14 octobre 2016, le chef du gouvernement wallon, Paul Magnette, déclarait : "Je ne donnerai pas les pleins pouvoirs au gouvernement fédéral et la Belgique ne signera pas le CETA le 18 octobre". Or, le gouvernement fédéral belge ne peut signer le CETA sans l'aval des Parlements régionaux. (Voir le Discours de Paul Magnette du 16 octobre 2016 <https://www.youtube.com/watch?v=B5GhqxWeqzQ>).

La Wallonie réclame en effet davantage de garanties, notamment en matière de protection de ses citoyens, de ses agriculteurs et de ses PME. En outre, elle émet des réserves sur le mécanisme de règlement des différends Investisseurs-Etats (ICS). Voir au Point 4 sur le CETA pour les articles de presse parus entre le 14 et le 30 octobre 2016

Dimanche 30 octobre 2016 :Le Canada et l'UE signent le traité CETA :

<http://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKBN12U0I2CNCND11.11.11>, communiqué du 28 octobre :

<http://www.cncd.be/Autopsie-a-chaud-de-l-accord-sur> Une action proposée par STOP-TTIP Initiative européenne et par le Collectif Stop-Tafta : Passez le CETA en revue Faites le "CETA CHECK" : questionnez les membres du Parlement européen sur l'accord de libre-échange prévu entre l'UE et le Canada (CETA). Supprimons le secret qui entoure CETA et portons le débat sur la place publique ! <https://stop-ttip.org/fr/https://stoptafta.wordpress.com/2016/12/08/ensemble-nous-pouvons-stopper-le-ceta/> En complément :

- Le mardi 25 octobre 2016. Mais comment conclure le CETA tant que la Wallonie bloque le mécanisme ? La Commission européenne pourrait-elle renoncer au principe d'un accord mixte ? "Facilement", répond Guy Verhofstadt qui a déclaré ce mardi que le Conseil commerce du 11 novembre prochain pourrait revenir sur la proposition de la Commission de faire du CETA un accord mixte, pour le considérer comme relevant de la compétence exclusive de l'UE.

https://www.rtf.be/info/dossier/ceta-la-wallonie-defie-l-europe-et-le-canada/detail_l-ue-pourrait-elle-se-passer-de-cet-accord-mixte-qui-compromet-le-ceta?id=9439520

<https://francais.rt.com/international/28058-ceta--selon-guy-verhofstadt-ue-doit-contourner-veto-wallon>

- Le 31 octobre 2016. Le Monde, les Décodeurs : http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/10/31/au-c-ur-du-ceta-episode-1-les-tribunaux-d-arbitrage-menacent-ils-la-democratie_5023267_4355770.html

- Novembre 2016. Le Monde diplomatique, article de Peter Wahl : Le libre-échange divise la société allemande : <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/11/WAHL/56753>

- Le 5 novembre 2016. Le CETA pourrait être soumis à un référendum : <http://www.24heures.ch/monde/ceta-pourrait-soumis-referendum/story/26060299>

- Le 13 novembre 2016, communiqué de Raoul Marc Jennar : Les 38 documents annexés au CETA n'ont toujours pas été publiés au Journal Officiel de l'UE. Pourquoi ? : <https://blogs.mediapart.fr/raoul-marc-jennar/blog/131116/aecgceta>

- Le 17 novembre 2016, article de Mathilde Dupré de l'Institut Veblen : <https://www.veblen-institute.org/Est-ce-un->

nouveau-CETA-qui-a-ete-signé-le-30-octobre-dernier.html

<http://www.alterecoplus.fr/un-nouveau-ceta-a-ete-signé-30-octobre-dernier/00012564>

- Le 23 novembre 2016, article paru dans La Libre.be : Le Parlement européen dégage la voie pour le CETA :

<http://www.lalibre.be/actu/international/le-parlement-degage-la-voie-pour-le-ceta-5835a42dcd70a4454c044d5e>

- Le 24 novembre 2016, communiqué du CNCND 11.11.11 : <http://www.cncd.be/CETA-Le-Parlement-europeen-avance>

- Le 25 novembre 2016, article paru dans la Libre.be :

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1536/Economie/article/detail/3004014/2016/11/25/Le-vote-du-Parlement-europeen-sur-le-CETA-renvoye-a-debut-2017.dhtml>

- Divers communiqués sur le site d'Europe-Ecologie : <http://europeecologie.eu/+CETA-364-+>

- Du 21 au 24 novembre 2016 au Parlement européen, Vote sur la demande d'un avis de la Cour de justice européenne : <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary/2016-11-21/6&rarr>

Pour d'autres articles, voir ci-dessous au Point 4

TISA

Nouvelles fuites de Wikileaks sur TISA du 15 septembre 2016 :

- [https://wikileaks.org/tisa/#September 15, 2016](https://wikileaks.org/tisa/#September%2015,%202016) Publication Information reçue du Bureau européen des unions de consommateurs BEUC.EU, fédération de 43 associations de consommateurs issues de trente et un pays européens (UE, EEE et pays candidats), créée en 1962

: http://www.beuc.eu/search?keys=tisa&field_reference_value=&field_creation_date_value%5Bmin%5D%5Bdate%5D=&field_creation_date_value%5Bmax%5D%5Bdate%5D=&field_priority_target_id%5B%5D=50623

Présentation de Greenpeace : <http://blog.greenpeace.fr/news/tisaleaks-revelations-sur-le-tres-secret-accord-sur-le-commerce-des-services>

Article de presse de Christophe Koessler, paru le 21 septembre 2016 dans le journal suisse romand Le Courrier

: http://www.lecourrier.ch/142559/greenpeace_au_front_contre_tisa

TISA, FUTURES DU 25 MAI 2016 RÉVÉLÉES PAR WIKILEAKS !!! "Les documents rendus publics ce mercredi 25 mai 2016 par WikiLeaks et ses partenaires – dont Libération et Mediapart en France, l’Espresso en Italie et Público en Espagne – sont principalement de deux ordres. D’abord, neuf annexes au Tisa, dans des versions datées de juillet à octobre 2015..."

Article paru dans Libération : http://www.liberation.fr/planete/2016/05/25/de-nouveaux-documents-devoient-les-coulisses-du-traite-tisa_1455038

Article paru dans Mediapart : <https://www.mediapart.fr/journal/international/250516/libre-echange-avec-tisa-les-multinationales-reclament-un-droit-de-veto-sur-les-etats>

A noter que l'Annexe sur les "Entreprises détenues par l'Etat" est bien sur la table des négociations ! Elle pourrait concerner par exemple les services postaux, les chemins de fer nationaux, les télécommunications... (la liste est longue) !

- Suite à l'Annexe de TISA sur l'Energie, dernièrement divulguée par Wikileaks, voici le communiqué du 30 mai 2016 de la faïtière syndicale "Internationale des services publics" (PSI) <http://www.world-psi.org/fr/dapres-une-analyse-de-lannexe-sur-lenergie-tout-juste-divulguee-lacs-vient-mettre-mal-les-actions-de?platform=hootsuite>

"Un rapport publié par l'Internationale des Services Publics (ISP-PSI) : <http://www.world-psi.org/fr/acs-vs-action-pour-le-climat-troquer-la-democratie-energetique> Le 1er août 2016, article paru en anglais dans Politico, reçu d'une source internationale (voir en milieu d'article pour TISA): <http://www.politico.com/tipsheets/morning-trade/2016/08/tpp-in-the-spotlight-for-lee-visit-215625>

- Le 4 août 2016, article de Giovanni Di Lieto, paru en anglais dans The Conversation, reçu d'une source internationale : <http://theconversation.com/wikileaks-reveals-the-tisa-agreement-could-cost-australian-services-63199>

LE CETA, traité entre l'UE et le Canada :

- le 30 mai 2016, article d'Eberhard Hamer, juriste professeur d'économie "On prévoit d'appliquer "provisoirement" l'AECG", paru dans Horizons et débats sur le CETA/AECG

En page 5 : https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/HD_12_2016.pdf En allemand : <http://www.zeit-fragen.ch/de/ausgaben/2016/nr-12-24-mai-2016/ceta-soll-schon-vorlaeufig-gelten.html>

En anglais, on page 10 : http://www.currentconcerns.ch/ccsub/CC_20160530_12.pdf Mardi 5 juillet 2016, le Collège des commissaires européens a décidé de considérer le CETA, l’accord commercial négocié avec le Canada, comme un traité « mixte », ce qui signifie qu’il n’est pas de la compétence exclusive de l’Union européenne, mais aussi des Etats membres.

"Toutefois, cette victoire d’étape ne doit pas faire perdre de vue que la ratification par les parlements nationaux pourrait n’avoir lieu qu’après l’entrée en vigueur « provisoire » du traité. En effet, même si le traité est considéré comme mixte, la Commission propose une « application provisoire » pour toutes les matières communautaires en attendant la ratification par les parlements nationaux. Ceci concernerait pas moins de 90% des

articles repris dans le CETA. A titre d'exemple, un autre traité commercial avec la Colombie et le Pérou est en application depuis 2013 alors que le Parlement wallon ne l'a jamais ratifié. De plus, la clause d'arbitrage entre investisseurs et États, particulièrement controversée, continuerait de s'appliquer « provisoirement » même après un rejet par un parlement national, pendant encore trois ans". <http://www.cncd.be/CETA-la-Commission-europeenne-consultera-les-parlements> Le 5 juillet 2016, communiqué d'Europe Ecologie au Parlement Européen : CETA : Volte-face calculée pour la Commission européenne : <http://europeecologie.eu/CETA-volte-face-calculée-pour-la-Commission-europeenne>

- Le 7 juillet 2016, article paru dans l'Humanité : CETA : les coups tordus de Junker :

<http://www.humanite.fr/ceta-les-coups-tordus-de-junker-611385> Le 7 juillet 2016, communiqué de Maria Arena, eurodéputée belge : <http://www.mariearena.eu/mixite-du-ceta-tactique-la-commission-europeenne-evite-le-blocage-eventuel-des-etats-en-imposant-lentree-en-vigueur-provisoire/>

- Présentation de la coopération réglementaire par le collectif national unitaire Stop-Tafta :

<https://www.collectifstopafta.org/l-actu/article/cooperation-reglementaire-une>

<https://www.collectifstopafta.org/l-actu/article/tafta-la-cooperation-reglementaire>

Le 7 juillet 2016, communiqué de Maintenant la gauche : L'accord CETA, la libéralisation comme unique réponse à la crise agricole : <http://www.maintenantlagauche.fr/laccord-ceta-la-liberalisation-comme-unique-reponse-a-la-crise-agricole/>

Le 21 juillet 2016, article paru dans l'Humanité :

<http://www.humanite.fr/du-ceta-au-tafta-les-dominos-du-libre-echange-peuvent-tomber-612338>

- France. Le 29 juillet 2016. Le député PS du Blayais, Philippe Plisson, a cosigné, avec ses collègues de l'Assemblée nationale, Olivier Faure et Jean-Paul Chanteguet, une lettre adressée au Premier ministre Manuel Valls. Les trois parlementaires demandent au chef du gouvernement « de refuser l'Application provisoire de tout ou partie du Ceta ». <http://www.sudouest.fr/2016/07/29/le-depute-blayais-philippe-plisson-interpelle-manuel-valls-suAllemar-le-ceta-2451339-2780.php>

- Allemagne. Le 3 août 2016. Actions juridiques contre le CETA :

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2016/08/03/97002-20160803FILWWW00199-accord-ceta-les-allemands-s-opposent.php>

- Allemagne. Le 8 août 2016. Comment l'approvisionnement en eau serait affecté en Allemagne par CETA, TTIP, TISA, étude réalisée par le Stadtwerke de Karlsruhe, présentée par le Collectif Stop-Tafta :

<https://stopafta.wordpress.com/2016/08/08/comment-lapprovisionnement-en-eau-serait-affecte-en-allemande-par-ceta-ttip-tisa/>

- Le 23 septembre 2016, les ministres européens de l'économie et du commerce se sont réunis à Bratislava :

<http://www.titrespresse.com/article/5853821607/video-ttip-ceta-bratislava-libre-echange-traites-evoques?pageindex=2>

- Communiqué du 18 octobre 2016 du Collectif Stop-TAFTA, France : <https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/ceta-lapprobation-des-28-n-aura-pas-lieu>

- Ellen Gould, d'origine canadienne, est chercheuse spécialisée en commerce international, et une associée de recherche avec CCPA-BC. Elle a publié de nombreuses études, dont le rapport sur TISA « ACS - Les Vrais bons amis … de l'Accord des Entreprises Transnationales » (commandé par OWINFS et l'Internationale des Services Publics). Voici à présent son étude du 14 octobre 2016 sur le CETA :

<http://behindthenumbers.ca/2016/10/14/comment-laecg-canada-union-europeenne-va-miner-la-democratie/> → Vous trouverez les autres articles relatifs au CETA au Point 4

TTIP-TAFTA : Le 2 mai 2016, l'ONG Greenpeace Pays-Bas a dévoilé 248 pages de documents confidentiels concernant les négociations du TTIP-TAFTA !

Communiqué du groupe des Verts/ALE : <http://europeecologie.eu/TAFTA-les-craintes-des-ecologistes-confirmees-par-la-publication-de-documents>

- Pétition présentée par le collectif Stop-Tafta, avec d'autres organisations, adressée à François Hollande :

<https://www.collectifstopafta.org/l-actu/article/tafta-ceta-demandez-a-francois-hollande-de-mettre-un-terme-aux-accords> → Vous trouverez les autres articles relatifs au TTIP au Point 3

LE GLYPHOSATE

LA DÉCISION PRISE PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE :

- Mardi 28 juin 2016, la Commission européenne a décidé, sans l'accord des Etats-membres, de prolonger de 18 mois l'autorisation de commercialisation du glyphosate, cet herbicide le plus vendu au monde, notamment par Monsanto !!

http://www.huffingtonpost.fr/2016/06/28/glyphosate_n_10718192.html

<http://www.levif.be/actualite/belgique/le-glyphosate-toujours-autorise-une-mesure-irresponsable-et-le-contraire-de-ce-qu-attendent-les-citoyens/article-normal-517777.html> MONSANTO, PORTRAIT D'UNE MULTINATIONALE (pas tout à fait comme les autres !)

- Le 16 février 2012, article paru dans Le Monde : Monsanto, un demi-siècle de scandales sanitaires : http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/02/16/monsanto-un-demi-siecle-de-scandales-sanitaires_1643081_3244.html
- Le 12 juillet 2013, article paru dans Le Monde "Agent orange au Vietnam : Monsanto condamné" : http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2013/07/12/agent-orange-au-vietnam-monsanto-condamne_3446967_3216.html

Le 16 novembre 2000, Ina.fr Histoire a présenté un reportage sur les retombées de l'Agent orange et des conséquences de l'utilisation de défoliants durant la guerre du Vietnam : <https://www.youtube.com/watch?v=6AQDgIWC2e8>

- "Le Monde selon Monsanto", film documentaire réalisé par Marie-Monique Robin, sorti en 2008 (1h49) : <https://www.youtube.com/watch?v=cVngG592xKU>
(Arte, ONF, Festival international du film francophone en Acadie, prix Rachel-Carson (Norvège), trophée des sciences du danger (Cannes), Umwelt-Medienpreis (prix des médias allemands, Berlin 2009), ’Ekofilm Festival de Cesky Kumlav (République Tchèque, 2009)).
- Le 28 septembre 2016, article de Catherine Morand paru dans Le Courrier : Le Tribunal Monsanto ou le procès de l'’agrobusiness mondialisé : http://www.lecourrier.ch/142807/le_tribunal_monsanto_ou_le_proces_de_l_agrobusiness_mondialise

OGM EN INDE :

- Le 26 mai 2015, article paru dans Le Vif : Des centaines de milliers de fermiers se sont donné la mort ces dernières années à cause de la faillite de leur exploitation, entraînée par la culture des OGM : <http://www.levif.be/actualite/international/en-inde-les-ogm-de-monsanto-pousseraient-les-paysans-au-suicide/article-normal-396877.html>
- Suisse-Inde. Le 26 juillet 2016, article paru dans Swissinfo.ch : Comment la Coopération suisse finance la recherche sur les OGM en Inde : http://www.swissinfo.ch/fre/societe/r%C3%A9v%C3%A9lation_comment-la-coop%C3%A9ration-suisse-finance-la-recherche-sur-les-ogm-en-inde/42327524

→ Vous trouverez les autres articles relatifs au glyphosate au Point 5

LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS, communiqué du 10 novembre 2016 de Michère Rivasi, eurodéputée:

- Europe Ecologie, Michèle Rivasi : http://europeecologie.eu/+Perturbateurs-endocriniens-+#pagination_alaune
- <http://www.michele-rivasi.eu/medias/perturbateurs-endocriniens-la-commission-propose-lintoxication-que-dit-la-france/>

INSERM - Institut national de la santé et de la recherche médicale : Vidéo Qu'est-ce que les perturbateurs endocriniens : <https://youtu.be/q0Fkyq8ZWzQ>

NOTRE PATRIMOINE ARTISTIQUE EN DANGER ! Un avant-goût du CETA et du TAFTA-TTIP : FLORENCE - ITALIE : La multinationale de la malbouffe McDonald's réclame 19,8 millions de dollars de "dommages et intérêts" à la ville de Florence après le refus de son maire d'autoriser l'implantation d'un de ses restaurants sur la célèbre Piazza del Duomo !! Un parfum de CETA, TAFTA-TTIP avant l'heure !!
Source : page Facebook "Amérique latine résistances" : <https://www.facebook.com/Collectif-Am%C3%A9rique-Latine-R%C3%89SISTANCES-636622546422548/?fref=ts> Le 4 juillet 2016, Blog paru dans Le Monde : http://www.lemonde.fr/big-browser/article/2016/07/04/la-ville-de-florence-ne-veut-pas-entendre-parler-d-un-mcdonald-s_4963407_4832693.html
Le 7 novembre 2016, article paru dans Le Figaro : <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2016/11/07/20002-20161107ARTFIG00077-mcdonald-s-reclame-178-millions-d-euros-a-la-ville-de-florence.php>
N.B. Les Tribunaux arbitraux Investisseurs-Etats ne sont actuellement pas prévus dans l'Accord TISA : https://wikileaks.org/tisa/document/201609_TiSA_Institutional-and-dispute-settlement-provisions/

EN SUISSE : AGENDA, OPPOSITION, POSITIONS SUR TISA (TTIP & CETA) :

- http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=38&Itemid=35

N.B. L'Adetra ayant surtout travaillé sur l'accord TISA, nous vous présenterons sur ce site des informations ayant essentiellement trait à cet accord. Pour les ajouts ou modifications de textes au fil des jours, voir en bas de page.

Par souci de simplification, nous utiliserons par la suite les sigles suivants : - TISA (Trade in Services Agreement), pour l'Accord sur le commerce des services (ACS) points 1 et 2 - TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership), pour le Traité transatlantique (TAFTA) points 2 et 3- CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement), entre l'Union européenne et le Canada, point 2 et 4

ORGANISMES DE REFERENCE TRAVAILLANT SUR TISA & TTIP :

- La fédération syndicale "Internationale des Services Publics" (PSI-ISP) représente 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 154 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations : <http://www.world-psi.org/fr/issue/ACS>

- "Notre monde n'est pas à vendre" (Our World is not for Sale - OWINFS) est un réseau mondial d'organismes, d'activistes et de mouvements sociaux qui s'opposent aux ententes commerciales et aux accords d'investissement qui favorisent les intérêts des sociétés les plus puissantes du monde au détriment des personnes et de l'environnement : <http://ourworldisnotforsale.org/fr/themes/3085>

Point 1. L'ACCORD SUR LE COMMERCE DES SERVICES - TISA

INFORMATIONS IMPORTANTES :

- Le 2 juin 2015, Communiqué de l'Internationale des Services Publics (PSI-ISP) : "La plus importante divulgation de documents liés aux négociations sur l'Accord sur le commerce des services (ACS-TISA), qui suscite de nombreuses controverses, met en lumière l'irrationalité du secret qui entoure ces négociations et ne rassure aucunement les usagers des services publics" : <http://www.world-psi.org/fr/une-divulgation-massive-de-documents-relatifs-lacs-met-en-lumiere-lirrationalite-du-secrethttps://wikileaks.org/tisa/> (nous vous suggérons de prendre connaissance des analyses faites par les experts).

- Le 6 juillet 2015, article de Rachel Knaebel, Observatoire des multinationales, paru sur le site du réseau OWINFS : <http://www.ourworldisnotforsale.org/fr/article/wikileaks-r-v-l-avant-projet-tisa-trait-libre-change-menace-l-ensemble-des-services-publics>

- Certains services publics et publics-privés sont sur la table des négociations par les "Annexes" de TISA, dévoilées par Wikileaks, dont les Services énergétiques, les Services environnementaux et les Marchés publics.

Selon une source internationale, les USA ont déposé une "Annexe" sur les "Entreprises détenues par l'Etat". Voir le rapport du 16 décembre 2015 de l'UE au point 4, concernant le 15ème round de négociations (29 novembre - 4 décembre 2015), en prenant en compte le fait que toutes les "Annexes" sont d'abord des "Propositions" jusqu'à ce qu'elles soient acceptées (ou non) à la fin des négociations sur TISA : http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/tisa/index_fr.html

- Les documents issus des négociations qui ont lieu à Genève sur TISA sont secrets. En Suisse, seuls le gouvernement et ses représentants du Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO) y ont accès (cf. ci-après).

- L'accord TISA sera-t-il "mixte" ou "non-mixte" ? C'est au moment de la signature de TISA que cette importante décision sera prise. La mixité nécessitera la ratification du Conseil européen, du Parlement européen et des Parlements nationaux des Etats membres de l'UE. Par contre, les accords « non-mixtes » ne relèvent que de la seule compétence de l'UE (et ne sont par conséquent pas soumis aux Parlements nationaux de l'UE). Voir au point 2. ARTICLES SUR TISA :

- M. Jean-Marc Devaud (PDC), conseiller administratif de Meyrin, article paru dans l'AGEFI le 18 juin 2015: <https://www.agefi.com/quotidien-agefi/suisse/detail/edition/2015-06-18/article/liberalisation-des-services-des-municipalites-de-larc-lemanique-refusent-detre-soumises-a-laccord-tisa-401258.html>

- Plusieurs conseillers nationaux socialistes annoncent qu'ils s'opposeront de toutes leurs forces aux accords de libre-échange (TTIP/Tafta, TISA) qui, selon eux, menacent le service public, l'indépendance nationale et la santé des citoyens, 25 janvier 2015 : <http://www.letemps.ch/opinions/2015/01/25/nouveaux-accords-libre-echange-menacent-modele-suisse>

- Article et présentation de Raoul Marc Jennar, essayiste, sur l'Accord sur le commerce des services (TISA) : <http://www.monde-diplomatique.fr/2014/09/JENNAR/50756>
<https://blogs.mediapart.fr/raoul-marc-jennar/blog/110116/l-accord-sur-le-commerce-des-services>

LES "ANNEXES" DE TISA : Les "Annexes" de TISA, si elles sont adoptées, devront être obligatoirement appliquées dans tous les pays signataires, même lorsqu'elles font aussi partie de la "liste négative" d'un pays.

- Interview du 1er août 2015 avec Stefan Giger, secrétaire général du Syndicat suisse des Services Publics : <http://www.syndicom.ch/fr/newsactivites/nouvelles/detail-des-nouvelles/news/tisa-stefan-giger-a-interview.html?cHash=bfea60ae269ad36f9deec5252a961077>

- Audition du 1er juin 2015 d'Isolda Agazzi, experte de TISA, en commission de l'économie rattachée au Parlement du canton de Genève : "Il y a 17 annexes, à savoir, les obligations qui lient tous les Etats participants" : <http://docplayer.fr/6683495-Audition-tisa-commission-de-l-economie-grand-conseil-geneve-1-er-juin-2016-isolda-agazzi-alliance-sud.html>

COP21 & TISA, quelle compatibilité ? Les Annexes sur les services énergétiques et environnementaux ont été divulguées par Wikileaks le 3 décembre 2015, pendant la tenue de la COP21 et du 14ème round de négociations secrètes sur TISA !!

- Article de presse de Christophe Koessler, Le Courrier : http://www.lecourrier.ch/134746/et_si_l_avenir_du_climat_se_jouait_plutot_a_geneve Un article d'Amaelle Guiton avec Julian Assange, dans "Libération" : http://www.liberation.fr/planete/2015/12/03/wikileaks-transport-energie-et-environnement-au-menu-de-l-accord-sur-le-commerce-des-services_1418082 Article de Deborah James de l'OWINFS : <http://ourworldisnotforsale.org/fr/article/d-ception-climatique-objectifs-non-contrainants-pour-climat-mais-r-gles-contrainantes-pourCommuniqé de la PSI : http://www.world-psi.org/fr/dapres-une-analyse-de-lannexe-sur-lenergie-tout-juste-divulguee-lacs-vient-mettre-mal-les-actions-deArticle de Raoul Marc Jennar : http://www.jennar.fr/?p=4726> FORUM INTERNATIONAL ORGANISE PAR LA PSI, l'OWINFS & LA FES A GENEVE EN OCTOBRE 2014 :

En octobre 2014, un forum mondial a eu lieu à Genève sur le "commerce des services (TISA)", co-organisé par l'Internationale des services publics (PSI-ISP), le réseau Notre monde n'est pas à vendre (OWINFS), et la Fondation allemande Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). D'autres ONGs et syndicats, proches de ces organismes, travaillent également sur TISA. Vidéos du Forum en anglais et espagnol :

- <https://www.youtube.com/playlist?list=PLTh89T4iWwzMQq2fjNA6jD8Hp3KwJHz>
- <https://www.youtube.com/playlist?list=PLTh89T4iWwyzHJpeX3HY3QuAf7uxsCMX> ROUNDS DES NEGOCIATIONS SECRETES - TISA :

- Département des affaires étrangères et du commerce, Australie : <http://dfat.gov.au/trade/agreements/trade-in-services-agreement/news/Pages/news.aspx>

- Une réunion ministérielle sur TISA a eu lieu à Davos, en Suisse, en marge du Forum économique mondial, le 23 janvier 2016. Les ministres ont réaffirmé leur intention de conclure les négociations sur TISA d'ici la fin de l'année 2016 : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/topics-domaines/services/tisa-acs.aspx?lang=fr>

- Concernant le round du jeudi 26 mai au vendredi 3 juin 2016, le SECO nous a informé : « Aucune séance n'est prévue cette fois-ci à la Mission permanente de l'Australie. Une seule réunion est prévue à la Mission permanente de l'Union européenne à Genève, le lundi 30 mai. Les réunions du jeudi 26 au dimanche 29 mai et du mardi 31 mai au vendredi 3 juin auront lieu au siège de l'OMC à Genève ».

L'OPPOSITION À TISA & TTIP EN SUISSE :

Interpellations parlementaires municipales, cantonales et nationales suisses, prises de position des collectivités publiques (communes, Villes et cantons), Résolutions de partis et de syndicats : Voir : http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=38&Itemid=35

LA QUESTION DU SECRET ENTOURANT LES NEGOCIATIONS DE TISA :

Le 10 décembre 2015, M. Emmanuel Maurel, eurodéputé français, nous informait que le secret qui entoure les négociations sur TISA est encore plus dense que celui qui entoure les négociations sur le TTIP-TAFTA : "Ni salle de lecture sécurisée, ni accès, même restreint, à tous les documents détaillés issus des négociations [...] les documents régulièrement révélés par Wikileaks constituent malheureusement la base de travail la plus sérieuse pour les parlementaires" : <http://emmanuelmaurel.eu/revelations-de-wikileaks-sur-le-tisa-la-grande-deregulation/> (voir aussi la vidéo sous-mentionnée au point sur la Transparence du TTIP, avec M. Emmanuel Maurel)

- Lors de la conférence qui a eu lieu à Berne le 9 septembre 2015 sur TISA, M. Christian Etter, délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, a communiqué publiquement que le Conseil fédéral et ses représentants [du Secrétariat d'Etat à l'Economie Suisse SECO] répondent aux questions des conseillers nationaux des 2 commissions de politique extérieure, ces parlementaires se référant par ailleurs à Wikileaks pour savoir de quoi il s'agit. Par contre, M. Etter nous a dit que : "l'heure de vérité viendra une fois que le Conseil fédéral se décidera à signer, d'écrire un message au Parlement, où vraiment le texte final sera mis à disposition, pas seulement du Parlement, parce que les messages du Conseil fédéral sont publics...".

SECO : https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Internationaler_Handel_mit_Dienstleistungen/TISA.html

- Communiqué d'Emmanuel Maurel du 10 décembre 2015 : <http://emmanuelmaurel.eu/page/2/?s=TISA>

- Concernant cette question du secret, veuillez aussi vous référer à l'émission de France Inter sous mentionnée (06'00 et 15'30). Et dans le cadre du vote du 3 février 2016 du Parlement européen : à la présentation de Mme Pervenche Berès, à l'émission d'Euromonica, et aux Débats du 1er février 2016 du Parlement européen (sous mentionnés).

- France, Assemblée nationale, séance publique du 25 mai 2016.

Mme Seybah Dagoma, parlementaire nationale socialiste, prend la parole concernant l'opacité qui entoure la négociation sur TISA (01:41:30) : "Je constate que les avancées [concernant une meilleure transparence] qui ont pu être obtenues dans le cadre de celles du PTCI-TAFTA, non encore satisfaisantes à mes yeux et toujours en anglais - ce qui peut porter préjudice à de nombreux parlementaires -, sont loin d'être acquises dans le cadre du TISA. A cet égard, le 3 février dernier, le Parlement européen a adopté une série de recommandations afin que la Commission européenne fournisse des fiches d'informations pour le public en expliquant chaque partie de l'accord, et publie des rapports factuels pour chaque cycle de négociations. Je souscris à ces demandes, car en tant que parlementaire nationale, je déplore le fait que nous n'ayons aucun document de négociations, y compris les évaluations approfondies des offres présentées par les parties [à l'accord]".

<http://www.seybahdagoma.fr/2016/05/mon-intervention-sur-laccord-sur-commerce-des-services-acs-ou-tisa/>

Compte rendu des débats: <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cr/2015-2016/20160196.asp#P791562> EMISSIONS ET POSITIONS AU NIVEAU PARLEMENTAIRE EUROPEEN - TISA :

- Emission du 15 décembre 2015, de France Inter, avec les eurodéputés Viviane Reding, Yannick Jadot et Patrick Le Hyaric : Lors de cette émission, Mme Viviane Reding, rapporteur pour l'accord Tisa au sein de la Commission du commerce international (INTA), a affirmé qu' "on parle toujours du secret, mais il n'y a rien de secret" (15:30), et "que les Services publics ne sont pas inclus dans les négociations sur Tisa" (06:07).

Affirmations que nous contestons compte tenu notamment des fuites de Wikileaks révélant que les Entreprises détenues par l'Etat, les services environnementaux, les Télécommunications et les services postaux sont sur la table des négociations. Il y a aussi l' "Annexe" de la Réglementation intérieure qui concerne directement l'Etat.

<http://www.franceinter.fr/emission-telephone-sonne-europe-laccord-sur-le-commerce-des-services-tisa-lautre-traite-que-lunion-e>

Fuites Wikileaks : <https://wikileaks.org/tisa/#October%2014,%202016%20Publication>

- Emission du 3 février 2016, de l'Humanité, avec Patrick Le Hyaric (GUE/NGL), Pervenche Berès (S&D), Stelios Kouloglou (GUE/NGL, SYRIZA) : https://www.youtube.com/watch?v=5rJ_-qeXpco

- Le 27 avril 2016, interview de l'eurodéputé socialiste français Emmanuel Maurel, Libération :

http://www.liberation.fr/france/2016/04/27/apres-le-tafta-tisa-une-directive-bolkestein-puissance-10_1448995

VOTE DU PARLEMENT EUROPEEN DU 3 FEVRIER 2016 CONCERNANT TISA :

Le 3 février 2016, le Parlement européen a voté un rapport de recommandations émanant de la Commission du commerce international (INTA), à l'attention de la Commission européenne.

- Présentation de Pervenche Berès, eurodéputée française : <http://www.pervencheberes.fr/2016/02/03/accord-sur-le-commerce-des-services-acs-tisa-le-cours-des-negociations-doit-radicalement-changer/>

- Emission radiophonique du 3 février 2016 à "Euromonica" avec Maria Arena, eurodéputée belge et Martine Orange, journaliste à Médiapart : <http://euromonica.eu/integrale-de-lemission-du-3-fevrier-2016/>

"Euromonica", les radios libres européennes au Parlement européen. Emission du 3 février 2016 avec Maria Arena, eurodéputée belge, et Martine Orange, journaliste à Médiapart, interrogées sur le TISA : <http://euromonica.eu/integrale-de-lemission-du-3-fevrier-2016/>

(Comptes rattachés : <https://www.facebook.com/euromonica> & Twitter @euromonica)

- Lors de ce vote, le Parlement européen a refusé l'amendement des Verts-ALE : <http://europeecologie.eu/TISA-le-Parlement-europeen-rate-le-coche-pour-imposer-un-changement-radical-de>

- Présentation de Stop Tafta, avec le détail des votes : <https://taftaquoi.wordpress.com/2016/02/04/au-parlement-europeen-socialistes-et-droite-laissent-passer-le-tisa/IMPORTANT, MIXITÉ OU NON-MIXITÉ DE L'ACCORD TISA ?>

Selon un expert de l'UE: "Le 3 février 2016, le Parlement européen n'a pas voté pour que l'accord soit mixte (amendement 53), mais il n'a pas non plus voté pour qu'il soit de compétence exclusive de l'UE. Cette question reste ouverte; la décision sera prise par le Conseil européen sur proposition de la Commission européenne au moment de la signature de TISA.

S'il est mixte, il devra être ratifié par tous les Parlements nationaux, en plus du Parlement européen, mais le Conseil européen pourra décider d'une "Application provisoire" pendant ce temps. En effet, le traité de Lisbonne prévoit qu'un accord mixte peut être appliqué provisoirement, dès sa signature, donc avant même la ratification par le Parlement européen et les Parlements nationaux, ce qui est très peu démocratique.

Dans ce cas, il faut préciser qu'il y a un accord entre le Parlement européen et la Commission européenne pour ne pas

proposer l'application provisoire de l'accord avant que le Parlement européen n'ait donné son consentement".

- Débats du 1er février 2016 au Parlement européen : <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+CRE+20160201+ITEM-010+DOC+XML+V0//FR>

> Intervention de Maria Arena, eurodéputée :

"Monsieur le Président, Madame la Commissaire [Cecilia Malmström], je m'étonne de votre discours. Vous dites : cette résolution confirme mon mandat de pouvoir continuer à négocier de la manière dont je négocie aujourd'hui. À écouter l'ensemble de mes collègues, en tout cas une grande majorité, mais surtout à écouter la rapporteure, Mme Reding, nous entendons que la résolution demande à la Commission, clairement, de changer d'orientation et surtout de respecter un certain nombre de lignes bleues et de lignes rouges. Faut-il rappeler ces lignes rouges? L'exclusion explicite des services publics, pas de libéralisation par défaut et sans retour, la protection des travailleurs, pas de dumping social, la protection des données comme droit fondamental. Tout cela est inclus dans la résolution et n'est donc pas prévu dans vos négociations actuellement..."

> Intervention d'Emmanuel Maurel, eurodéputé : "Monsieur le Président, Mme la rapporteure Reding a dit tout à l'heure que la question qui nous était posée était : "Quel ACS [tisa] voulons-nous ?" J'émettrai une petite nuance. Je pense que la vraie question est aussi "Voulons-nous de l'ACS ?" Nous sommes un certain nombre de parlementaires, mais aussi de citoyens, évidemment, à douter du bien-fondé d'une telle négociation. Pourquoi ? Parce que nous sommes instruits par l'expérience et que nous avons vu le bilan calamiteux des libéralisations passées, alors même que l'Europe, plus que jamais, a besoin de règles et de protection. [note de l'Adetra : voir l'article de presse sous mentionné] Les questions qui sont posées dans cette résolution et que nous sommes un certain nombre à poser, c'est de savoir si l'ACS sera un PTCl [tafta] déguisé ou une directive Bolkestein au niveau mondial. L'ACS impliquera-t-il encore plus de dérégulation et encore plus de déréglementation financière ? Si la Commission répond oui à ces questions, nous serons évidemment contre l'ACS. De ce point de vue-là, Mme Arena a raison. Notre résolution ne doit pas être un soutien à la Commission, mais plutôt une invitation, un encouragement très vigoureux à procéder autrement et à être toujours soucieuse de la protection des salariés et des consommateurs de l'Union européenne". <http://www.deputes-socialistes.eu/emmanuel-maurel-voulons-nous-du-tisa/>

> Voir aussi les interventions de Marina Albiol Guzmán (espagnol), Julia Reda (anglais), Stelios Kouloglou (grec)...>
Article de Lori M. Wallach sur les "Mirages du libre-échange" paru dans le Monde diplomatique en juin 2015 : <http://www.monde-diplomatique.fr/2015/06/WALLACH/53062>

SUITE : La Commission européenne va-t-elle tenir compte des recommandations du Parlement européen, entre autres sur la demande de transparence des négociations ?

& rarr; Suite le 27 avril 2016 : communiqué d'Emmanuel Maurel, eurodéputé : "... la Direction générale du Commerce de la Commission vient de réagir via un document de suivi préoccupant. D'une suffisance insupportable, elle multiplie les fins de non-recevoir aux parlementaires, sur les clauses « standstill » et « ratchet », sur les droits des travailleurs et même sur la protection des services publics ! <http://emmanuelmaurel.eu/negotiations-tisa-la-commission-europeenne-joue-avec-le-feu/> & rarr; Suite 3,5 mois plus tard concernant une demande de transparence sur les négociations de TISA, voir au point sur le secret de TISA : France, Assemblée nationale, séance publique du 25 mai 2016, intervention de Mme Seybah Dagoma, parlementaire nationale. & rarr; Suite 5 mois plus tard, le 30 juin 2016 : La Commission européenne a rejeté une recommandation présentée par le Parlement européen (PE) dans sa résolution de février [2016] d'exclure totalement l'application des clauses de statut quo et de cliquet dans l'Accord sur le commerce des services (Tisa) [...] Christophe Kiener, négociateur en chef de l'Union Européenne pour Tisa, a dit le 30 juin 2016 - Commission du commerce international (INTA) du Parlement européen -, que "Ce serait la fin de TISA". <http://www.bilaterals.org/?commission-rejects-meps-request&lang=en>. L'Adetra relève qu'il n'a pas trouvé mention de cet important communiqué - reçu d'une source internationale - sur le site de l'UE concernant TISA : http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/tisa/index_fr.html . Après 2 demandes à l'UE, ils nous ont adressé le document suivant, lequel ne semble pas exister en français, ni être accessible sur leur site !

<http://www.europarl.europa.eu/oeil/spdoc.do?i=26708&j=0&l=en&f=1> ; Le 1er juillet 2016 : communiqué d'Emmanuel Maurel, eurodéputé "La Commission n'a pas tardé à réagir, montrant son intention de ne surtout pas accéder aux requêtes [de février dernier] des parlementaires qui, pourtant, auront le dernier mot sur la ratification & ndash; ou non & ndash; de l'accord. <http://emmanuelmaurel.eu/negotiations-tisa-la-commission-est-en-train-de-perdre-le-parlement-europeen-en-route/>

LES POSITIONS DE GRANDES ENTITES FACE A TISA-ACS (liste non exhaustive) :

- Lettre organisée par le réseau Our World Is Not For Sale (OWINFS), du 16 septembre 2013 :

"Aujourd'hui, alors que les gouvernements se réunissent à Genève pour négocier une proposition d'Accord sur le commerce des services (ACS), 341 organisations représentant des centaines de millions de personnes dans presque tous les pays en développement et développés, ont appelé les gouvernements à abandonner les discussions. Parmi les signataires figurent 42 grands réseaux internationaux et régionaux, comme l'Internationale des services publics (PSI), UNI Global Union, la Fédération Syndicale européenne des Services Publics (FSESP), l'IndustriALL Global Union, l'Union internationale des travailleurs de l'agriculture (UITA), et le réseau ATTAC européen" : <http://www.ourworldisnotforsale.org/fr/article/soci-t-civile-internationale-envoie->

lettre-aux-gouvernements-pour-s-opposer-l-accord-sur-com

- Le 9 septembre 2013 : Dans le cadre d'une consultation de la Commission européenne (CE), la Confédération syndicale internationale (CSI) et la Confédération européenne des syndicats (CES/ETUC) ont présenté une déclaration commune relative aux négociations sur TISA. Pour les syndicats, la direction prise par les négociations TISA risque de compromettre l'accès à des services publics de qualité et doit être modifiée : <http://www.ituc-csi.org/l-accord-sur-le-commerce-des>

- Le 1er octobre 2015, le 13ème Congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES/ETUC) a adopté à l'unanimité une Motion d'urgence sur TISA (Accord sur le commerce des services - ACS). Plus de 500 délégués syndicaux nationaux, y compris les Secrétaires généraux et/ou Présidents de quelques 90 organisations syndicales nationales de 39 pays européens, 10 fédérations syndicales sectorielles européennes, et des invités d'honneur venus d'Europe et d'ailleurs ont pris part au Congrès : <https://www.etuc.org/fr/documents/motion-durgence-accord-sur-le-commerce-des-services-acs#.Vinw8W72a9I> (Information de base diffusée par l'OWINFS)

- Le 4 décembre 2015, le Comité des Régions de l'UE (CdR) - organe consultatif de l'UE, composé de 350 membres issus de tous les pays de l'UE - a mis en garde contre un vaste accord sur le commerce des services (TISA) : <http://www.lagazettedescommunes.com/421454/tisa-quant-a-craindre-les-collectivites/>

Point 2. AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES CONCERNANT TISA, TTIP-TAFTA & CETA

Compétence exclusive ou mixte pour les traités TISA-TTIP-CETA, et "Application provisoire" :

- Pour le TISA, voir sous "Vote du Parlement européen du 3 février 2016". Pour le TTIP et le CETA, le 23 février 2016 : <https://www.euractiv.fr/section/commerce-industrie/news/la-france-refuse-que-lue-soit-seule-a-se-prononcer-sur-le-ttip> Pour le CETA : <http://transatlantique.blog.lemonde.fr/2016/02/19/laccord-ceta-europe-canada-sera-t-il-applique-avant-meme-le-feu-vert-des-parlements/>

L'article X.07-4 sera-t-il inclus dans le CETA ? Avec cet article, si la "mixité" et l'"Application provisoire" du CETA étaient décidées par l'UE, puis que le traité était rejeté par un Parlement national de l'UE, le mécanisme d'arbitrage ICS/ISDS pourrait encore s'appliquer pendant 3 ans, en plus de la période acquise pendant son Application provisoire. A suivre.

- La procédure accélérée dite du « Fast-track » (Trade Promotion Authority – TPA), adoptée le 24 juin 2015 par le Sénat américain, a été ratifiée par Barak Obama le 29 juin 2015. L'adoption de cette loi confère au Président l'autorité de négocier des accords internationaux, en ne laissant au Congrès américain (Parlement) que la seule possibilité d'accepter ou de refuser en bloc les textes, après négociation. Selon une experte internationale, le « Fast-track » s'appliquera également à TISA. Voir sur google : " Flash Agri ZONE ALENA n 206 - Juin 2015 ".

- Opposition aux Accords de libre-échange : Des maires et conseillers municipaux de toute l'Europe se sont réunis à Barcelone les 21 et 22 avril 2016 pour exprimer leur opposition aux traités transatlantiques de commerce et d'investissement TTIP-TAFTA, CETA & TISA qui menacent directement les compétences des collectivités territoriales :

<http://www.pour.press/rencontre-des-representants-des-zones-hors-ttip-a-barcelone/>

- Le 28 avril 2016, interview d'Emmanuel Maurel, eurodéputé socialiste, par RFI sur TTIP, TISA et CETA : <http://www.maintenantlagauche.fr/emmanuel-maurel-je-pense-que-l-y-a-plus-de-risque-que-dopportunités-dans-ce-traite-de-libre-échange-rfi-28-avril-2016/>

- France, Assemblée nationale, séance publique du 25 mai 2016.

Intervention de Mme Chantal Guittet, parlementaire nationale socialiste, concernant les négociations des grands accords de libre-échange menées hors OMC (TAFTA-TTIP, CETA, TISA), avec les conséquences négatives que cela peut avoir sur les pays émergents et en développement.

http://videos.assemblee-nationale.fr/video.3969969_5745a0187baea.1ere-seance--questions-au-gouvernement--questions-sur-les-traites-tafta-et-tisa---debat-sur-la-mi-25-mai-2016

Compte rendu des débats : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cri/2015-2016/20160196.asp#P1562>

- Concernant les accords de libre-échange menés en dehors des règles de l'OMC, il faut notamment relever que le round des négociations secrètes sur TISA, du jeudi 26 mai au vendredi 3 juin 2016, a eu lieu pendant 8 jours au siège de l'OMC et pendant 1 jour à la Mission permanente de l'Union européenne à Genève ! Parallèlement, en marge de la ministérielle de l'OCDE, une réunion informelle a eu lieu au niveau ministériel, le 1er juin 2016 à l'OCDE à Paris, pour discuter du TISA. Les ministres ou leurs représentants des parties participant au processus du TISA, y ont été invités.

Point 3. LE TRAITE TRANSATLANTIQUE TTIP-TAFTA :

- Vidéo de présentation du TTIP-TAFTA de Raoul Marc Jennar, politologue, spécialiste des traités de libre-échange et de l'OMC, janvier 2016 : <http://www.jennar.fr/?p=4791>

- Le gouvernement suisse envisage d'adhérer au TTIP-TAFTA si les négociations de ce traité devaient parvenir à une conclusion, voir au point 2 du lien suivant :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=38&Itemid=35

- France, Assemblée nationale, séance publique du 25 mai 2016.

http://videos.assemblee-nationale.fr/video.3969969_5745a0187baea.1ere-seance--questions-au-gouvernement--questions-sur-les-traites-tafta-et-tisa---debat-sur-la-mi-25-mai-2016

Compte rendu des débats: <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cri/2015-2016/20160196.asp#P791562>

LA TRANSPARENCE DU TTIP SOUS HAUTE SURVEILLANCE : M. Emmanuel Maurel, eurodéputé; vidéo sur les mesures de sécurité prises autour des négociations secrètes concernant le TTIP-TAFTA, le 28 octobre 2015 : <http://emmanuelmaurel.eu/dans-la-salle-de-lecture-securisee-du-ttip-des-piles-de-documents-negociations-dans-le-plus-grand-secret/>

- En juillet 2015, le président du Bundestag allemand, Norbert Lammert, a revendiqué que les députés du Bundestag (Parlement allemand) puissent consulter les documents liés aux négociations du TTIP : <http://info.arte.tv/fr/ttip-il-ne-faut-surtout-pas-negocier-en-secret>

<https://francais.rt.com/economie/9240-president-bundestag-qualifie-ttip-non> → En février 2016, une transparence très limitée et sous haute surveillance est accordée aux parlementaires.

- En France, les députés ont eu accès, lors de leur consultation de la mi-février 2016, aux seuls documents du round de juillet 2015 (mais pas à ceux des 3 derniers rounds d'octobre, décembre et février). Le même traitement est, semble-t-il, appliqué aux parlementaires européens !

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2016/02/22/20002-20160222ARTFIG00044-traite-transatlantique-la-transparence-sous-haute-surveillance.php>

- Au Luxembourg, le 15 février 2016 :

<http://www.bilaterals.org/?yves-cruchten-est-le-premier>

<http://www.lequotidien.lu/politique-et-societe/ttip-une-salle-de-lecture-sous-le-plus-grand-secret/>

- En Allemagne, 5 février 2016 : <https://stop-ttip.org/fr/blog/nouvelles-de-la-salle-de-lecture-du-ttip/>

<https://fr.sputniknews.com/opinion/201601271021251518-tafta-allemande-documents-secrets/>

→ France, Assemblée nationale, séance publique du 25 mai 2016.

- Intervention de M. Jean-Frédéric Poisson, parlementaire national chrétien-démocrate :

"Quel dispositif allez-vous mettre en place pour que le Parlement soit informé régulièrement, et pas seulement une fois par an comme c'est le cas en ce moment, du cours des négociations et de leur contenu, y compris éventuellement dans un cadre confidentiel, voire secret ?"

Puis, l'intervention de M. Philippe Vigier, parlementaire national, Union démocrates et indépendants (01:56:50) :

http://videos.assemblee-nationale.fr/video.3969969_5745a0187baea.1ere-seance--questions-au-gouvernement--questions-sur-les-traites-tafta-et-tisa---debat-sur-la-mi-25-mai-2016

Compte rendu des débats: <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cri/2015-2016/20160196.asp#P791562>

FUITES SUR LE TTIP-TAFTA & ARTICLES DE PRESSE : Le 2 mai 2016, l'ONG Greenpeace Pays-Bas a dévoilé 248 pages de documents confidentiels concernant les négociations du TTIP-TAFTA !

Communiqué du groupe des Verts/ALE : <http://europeecologie.eu/TAFTA-les-craintes-des-ecologistes-confirmees-par-la-publication-de-documents>

- Le 1er mai 2016, article de presse paru dans "Le Monde" concernant les fuites du 2 mai 2016 :

http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/05/01/tafta-des-documents-confidentiels-revelent-l-avancee-des-negociations_4911732_3234.html

- Le 3 mai 2016, article paru dans Le Point : http://www.lepoint.fr/economie/ttip-le-coup-de-bluff-de-francois-hollande-03-05-2016-2036820_28.php

- Le 2 mai 2016, article du Huffingtonpost : http://www.huffingtonpost.fr/2016/05/02/greenpeace-tafta-ttip-bruxelles-commerce-negociation_n_9820248.html

- Voir aussi l'article de presse du 30 mai 2016 paru dans Horizons et débats, sous CETA.

- 14ème round de négociations; les États-Unis et l'UE ont affirmé vendredi 15 juillet 2016 avoir avancé dans leurs négociations pour tenter d'aboutir à un accord commercial d'ici la fin de l'année, malgré le choc provoqué par le Brexit et l'opposition grandissante en France et en Allemagne. <http://lecourrier.vn/ttip-lue-et-les-usa-parlent-de-progres-mais-beaucoup-reste-a-faire/310188.html>

- Le 11 juillet 2016, Un chapitre du TTIP-TAFTA met en péril la politique climatique de l'UE :

- http://www.liberation.fr/planete/2016/07/12/un-chapitre-du-tafta-met-en-peril-la-politique-climatique-de-l-ue_1465747
- https://france.attaq.org/se-mobiliser/le-grand-marche-transatlantique/article/tafta-l-ue-repond-a-l-urgence-climatique-par-le-libre-echange?id_rub=22&id_mo=119
- <https://www.mediapart.fr/journal/economie/110716/libre-echange-l-ue-accusee-de-trahir-l-accord-sur-le-climat?onglet=full>
- <http://europeecologie.eu/TAFTA-l-accord-qui-n-aime-pas-le-climat>
- The Guardian, article en anglais : <https://www.theguardian.com/environment/2016/jul/13/ttip-proposal-casts-doubt-on-g20-climate-pledge-leaked-eu-draft-shows>

LE MECANISME DE REGLEMENT DES DIFFERENDS INVESTISSEURS-ETATS ISDS-ICS :

- Le 24 septembre 2015, Position d'Europe Ecologie au Parlement européen :

<http://europeecologie.eu/L-ISDS-est-mort-vive-l-ISDS>

- Berlin. Le 2 février 2016, l'Association allemande des juges (DRB) - qui compte environ 16'000 membres, dont des juges et procureurs de l'Etat - a rejeté avec force la proposition de la Commission européenne de créer une cour d'investissement internationale dans le cadre du contrat du TTIP.

Selon la RDB, il n'y aurait, dans ce tribunal spécial « ni base juridique, ni nécessité ».

<https://stop-ttip.org/fr/blog/une-association-allemande-de-juges-soppose-au-systeme-juridictionnel-des-investissements-propose-par-le-ttip/>

- Une présentation de Raoul Marc Jennar, 8 février 2016 : <http://www.jennar.fr/?p=4822>
- Article de Maude Barlow & Raoul Marc Jennar, paru dans Le Monde diplomatique, février 2016 : Le fléau de l'arbitrage international : <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/02/BARLOW/54744>
- France, Assemblée nationale, séance publique du 25 mai 2016.

Intervention de M. Jean-Jacques Candelier, parlementaire national communiste :

"Pourtant, l'image que le Gouvernement tente de renvoyer a été soudainement mise à mal par un document confidentiel, divulgué la semaine dernière. Ce document atteste l'ambition de cinq pays européens, dont la France, d'instaurer une juridiction d'exception européenne, au service des entreprises et des intérêts privés qui souhaiteraient attaquer les décisions de ces États souverains.

Ainsi, secrètement, vous promouvez l'arbitrage privé au sein de l'Europe, alors même que vous dénoncez publiquement les vices des tribunaux arbitraux dans le cadre du TAFTA..."

Puis, l'intervention de M. Arnaud Richard, parlementaire national, Union démocrates et Indépendants.

http://videos.assemblee-nationale.fr/video.3969969_5745a0187baea.1ere-seance--questions-au-gouvernement--questions-sur-les-traites-tafta-et-tisa---debat-sur-la-mi-25-mai-2016

Compte rendu des débats: <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cri/2015-2016/20160196.asp#P791562>

- Le 30 mai 2016, article paru dans Horizons et débats, conférence donnée par Alfred de Zayas, expert indépendant des Nations Unies : "Les tribunaux d'arbitrage du TTIP : une atteinte à la démocratie et à l'Etat de droit" (existe aussi en anglais et allemand) : "Pourquoi un tribunal spécial devrait-il donner aux investisseurs le droit de poursuivre des gouvernements alors que ces mêmes gouvernements ne peuvent pas poursuivre ces investisseurs devant ces mêmes tribunaux " : <http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=4959>

- Le 6 juillet 2016, la fédération des syndicats, qui représente les syndicats du secteur public dans le monde et en Europe, a publié ses recherches révélant que la proposition par l'Union Européenne d'un nouveau système juridictionnel des investissements pourrait donner lieu à l'ouverture de centaines d'actions en justice et coûter des milliards de dollars.

Le communiqué de l'ISP : <http://www.world-psi.org/fr/les-syndicats-du-secteur-public-present-les-membres-du-parlement-europeen-de-rejeter-le-nouveau>

L'Internationale des Services Publics (ISP) a transmis des exemplaires de l'article Le Système juridictionnel des investissements (ICS): Le loup dans la bergerie à tous les membres du Parlement Européen, les exhortant à rejeter la « nouvelle refonte européenne des entreprises ».

CONFÉRENCE, INTERVIEW ET EMISSION TELEVISEE CONCERNANT LE TTIP :

- Le 1er juillet 2015, conférence reçue de la Délégation Europe Écologie, Groupe Verts / ALE du Parlement européen sur le TTIP, aussi en langue française : <http://greenmediabox.eu/en/ct/97-TTIP-and-beyond-Trade-in-global-and-local-politics#video>
- Le 24 avril 2016, interview de Yannick Jadot, eurodéputé vert, par Médiapart : <http://europeecologie.eu/Jadot-accuse-le-gouvernement-de-double-discours-sur-le-TAFTA>

Manifestations en Allemagne contre TTIP & CETA :

- Berlin, manifestation gigantesque du 10 octobre 2015 : Berlin, Germany - STOP TTIP & CETA demo
- <https://www.youtube.com/watch?v=sUxLmWtnoeY>

<https://www.youtube.com/watch?v=gkil68WuQhg>

- Hannover, manifestation du 23 avril 2016 (avec une intervention en anglais de Sanya Reid Smith, experte des accords de libre-échange, à 4:30). https://www.youtube.com/watch?v=Ae5SC_LtJtY

Article paru le 25 avril 2016 dans Libération : Avec le Tafta, Barack Obama veut soigner son bilan

Actions citoyennes contre TiSA, TTIP & CETA :

- Un militant nous a transmis ce qui suit : Avez-vous déjà vu cette série d'actions musicales contre TAFTA ? Ce serait bien si on pouvait en faire également contre TISA : "Do you hear the people sing", c'est très sympa, vous trouverez des exemples ici ou ici ".

- POUR est un collectif citoyen/média d'intervention qui se mobilise contre les traités internationaux de libre-échange actuellement en cours de négociation (CETA, TTIP-TAFTA, TISA) et pour la construction d'une autre Europe. Une campagne anti-TTIP s'affiche dans le métro bruxellois : <http://www.pour.press/une-campagne-anti-ttip-saffiche-dans-le-metro-bruxellois/>

- Belgique, article paru dans La Libre.be le 10 août 2016 : Le domicile d'un élu Ecolo perquisitionné suite au piratage de l'écran Coca-Cola, place De Brouckère : <http://www.lalibre.be/economie/eco-debats/le-domicile-d-un-elu-ecolo-perquisitionne-suite-au-piratage-de-l-ecran-coca-cola-place-de-brouckere-57ab4a2d35709a31055be88d#.V6uCz3sjuKo.twitter>

Point 4. LE CETA - TRAITÉ ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LE CANADA : Le 27 avril 2016, la Wallonie s'oppose au CETA ! Un article de presse de POUR, collectif citoyen/média d'intervention qui se mobilise contre les traités internationaux de libre-échange en cours de négociation : <http://www.pour.press/ladoption-du-ceta-torpillee-par-le-parlement-de-wallonie/>

http://www.rtf.be/info/belgique/detail_la-wallonie-s-oppose-au-ceta-avec-un-certain-delice?id=928177 Le 4 mai 2016, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles vote à son tour une résolution anti-CETA :

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1502/Belgique/article/detail/2695505/2016/05/04/Libre-echange-le-Parlement-de-la-FWB-vote-a-son-tour-une-resolution-anti-CETA.dhtml>

- Le 27 mai 2016, article d'Europe Écologie "12 raisons de s'opposer au CETA" :

<http://europeecologie.eu/12-raisons-de-s-opposer-au-CETA>

- le 30 mai 2016, article d'Eberhard Hamer, juriste professeur d'économie "On prévoit d'appliquer "provisoirement" l'AECG", paru dans Horizons et débats sur le CETA/AECG

En page 5 : https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/HD_12_2016.pdf En allemand : <http://www.zeit-fragen.ch/de/ausgaben/2016/nr-12-24-mai-2016/ceta-soll-schon-vorlaeufig-gelten.html>

En anglais, on page 10 : http://www.currentconcerns.ch/ccsub/CC_20160530_12.pdf Le 8 juin 2016, article de l'Humanité : Les députés luxembourgeois votent contre le CETA ! <http://www.humanite.fr/vote-des-deputes-luxembourgeois-contre-le-ceta-cet-accord-qui-fait-peur-609155>

Le 8 juin 2016, article paru dans Marianne : <http://www.marianne.net/libre-echange-astuce-bruxelles-expedier-accord-ceta-cousin-du-tafta-100243487.html>

- Le 9 juin 2016, article paru dans Le Point : La Commission européenne souhaite ratifier le traité début juillet 2016 et éviter à tout prix un accord dit "mixte" : http://www.lepoint.fr/economie/bruxelles-au-secours-de-l-accord-de-libre-echange-avec-le-canada-09-06-2016-2045521_28.php Le 14 juin 2016, communiqué d'Emmanuel Maurel, député européen socialiste "Cependant, même si le CETA était considéré comme un accord mixte, la Commission pourrait se réserver le droit de le mettre en application provisoire avant le vote des parlements" : <http://emmanuelmaurel.eu/accord-ceta-les-parlements-etouffes/>

Le 28 juin 2016, la Commission européenne a voulu adopter le CETA sans passer par les parlements nationaux; article de CNCD-11.11.11. Coupole des ONG et associations belges francophones et germanophones engagées dans la solidarité internationale, le CNCD-11.11.11 est un acteur de premier plan en Belgique en matière de solidarité internationale : <http://www.cncd.be/La-Commission-europeenne-veut>

- Le 3 juillet 2016, analyse de Mediapart précédant la décision du Conseil de l'UE : <https://blogs.mediapart.fr/amelie-canonne/blog/030716/ceta-une-discorde-providentielle-pour-paris>

OCTOBRE 2016 : LE DEBAT DEMOCRATIQUE SUR LE CETA N'EST PAS LE PROBLEME MAIS LA SOLUTION :

- Motion du 14 octobre 2016 du Parlement wallon : MOTION 606 n2 (2016-2017) [PDF] Vendredi 14 octobre 2016, le chef du gouvernement wallon, Paul Magnette, déclarait : "Je ne donnerai pas les pleins pouvoirs au gouvernement fédéral et la Belgique ne signera pas le CETA le 18 octobre". Or, le gouvernement fédéral belge ne peut signer le CETA sans l'aval des Parlements régionaux.

(Voir le Discours de Paul Magnette du 16 octobre 2016 <https://www.youtube.com/watch?v=B5GhqxWeqzQ>). La

Wallonie réclame en effet davantage de garanties, notamment en matière de protection de ses citoyens, de ses agriculteurs et de ses PME. En outre, elle émet des réserves sur le mécanisme de règlement des différends Investisseurs-Etats (ICS).

Samedi 22 octobre 2016, Le chef de l'exécutif wallon attendait un texte de la Commission européenne. Ce texte sera, «comme chaque fois», examiné et soumis au parlement wallon :

<http://www.lesoir.be/1349249/article/economie/2016-10-22/ceta-paul-magnette-attend-un-texte-commission-europeenne>

Dimanche 23 octobre, Paul Magnette rejetait tout ultimatum lancé par l'UE à la Belgique pour qu'elle garantisse sa signature du CETA le 27 octobre : <http://deredactie.be/cm/vrtnieuws.francais/Presidence%2BUE/1.2801038>

Lundi 24 octobre, il est probable que la Wallonie confirme cette position aujourd'hui :

http://www.lemonde.fr/international/article/2016/10/24/traite-commercial-ceta-le-premier-ministre-belge-reunit-un-comite-de-concertation-de-crise_5019046_3210.html Lundi 24 octobre, 16h00, CETA : La Belgique divisée n'est "pas en état de signer"; elle exige davantage de garanties : <https://www.letemps.ch/monde/2016/10/24/wallonie-parvient-bloquer-laccord-libreechange-canada>

Mardi 25 octobre : http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/10/25/ceta-le-blocage-wallon-met-en-danger-les-negociations-d-autres-accords-de-libre-echange_5019657_3234.html Mardi 25 octobre 2016, pétition de soutien à la Wallonie de WeMove.EU

https://act.wemove.eu/campaigns/wallonie-stop-ceta-fr?utm_campaign=20161025_FR&utm_source=civimail-3677&utm_medium=email Mercredi 26 octobre 2016 : Le Monde : http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/10/26/ceta-a-la-veille-du-sommet-un-accord-clairement-impossible_5020842_3214.html Raoul Marc Jennar :

<http://www.jennar.fr/2016/10/26/ceta-un-compromis-intra-belge/> Mediapart : <https://blogs.mediapart.fr/maxime-combes/blog/261016/ceta-lassourdissant-et-insoutenable-silence-de-francois-hollande-et-matthias-fekl>

Jeudi 27 octobre 2016 ATTAC, Désobéissance civile s'allie à la créativité pour stopper les accords de libre-échange :

<https://france.attac.org/agenda/article/ttip-game-over-a-bruxelles> RT : <https://francais.rt.com/international/28147-ceta-accord-entre-parties-belges-trouve> Collectif Stop-Tafta : <https://stoptafta.wordpress.com/2016/10/27/declaration-du-royaume-de-belgique-relative-aux-conditions-de-pleins-pouvoirs-par-letat-federal-et-les-entites-federees-pour-la-signature-du-ceta/>

Vendredi 28 octobre 2016 : Le Monde, 17h04 : http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/10/28/le-parlement-de-wallonie-donne-son-accord-a-la-signature-du-ceta_5022179_3214.html Mediapart :

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/281016/accord-belge-sur-le-ceta-quelles-lecons-pour-les-sociaux-democrates> Mediapart - Raoul Marc Jennar : <https://blogs.mediapart.fr/raoul-marc-jennar/blog>

Les travaux du Parlement Wallon : <https://blogs.mediapart.fr/raoul-marc-jennar/blog/291016/aecgceta-les-travaux-du-parlement-wallon> Vidéo présentée par l'Humanité le 25 octobre 2016 : <http://www.humanite.fr/videos/ceta-ca-ne-passe-pas-618931> REUTERS, 22h12 : <http://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKCN12S1TU?sp=true> Attac, continuons la mobilisation ! : <https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/ceta-plus-que-jamais-la-mobilisation-continue>

Dimanche 30 octobre 2016 : Le Canada et l'UE signent le traité CETA : <http://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKBN12U012CNC11.11.11>, communiqué du 28 octobre :

<http://www.cncd.be/Autopsie-a-chaud-de-l-accord-sur> Une action proposée par STOP-TTIP Initiative européenne :

Passez le CETA en revue – Faites le "CETA CHECK" : questionnez les membres du Parlement européen sur l'accord de libre-échange prévu entre l'UE et le Canada (CETA). Supprimons le secret qui entoure CETA et portons le débat sur la place publique ! <https://stop-ttip.org/fr/> En complément :

- Le 18 octobre 2016, 18h42, RT présente : «C'est un accord pour les corporations, mais pas pour le peuple», ont proclamé des activistes de Greenpeace et d'autres organisations manifestant à Luxembourg pendant la rencontre ministérielle sur l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada :

<https://francais.rt.com/international/27763-luxembourg-ceta-manifestation>

- Le 18 octobre 2016, AITEC, Attac France : L'accord CETA n'est pas compatible avec l'Accord de Paris : <https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/l-accord-ue-canada-n-est-pas-compatible-avec-l-accord-de-paris>

- Samedi 22 octobre 2016, des milliers de citoyens ont manifesté contre le CETA à Amsterdam. Le TTIP et le TISA sont également dénoncés :

<https://fr.sputniknews.com/international/201610221028328070-manifestation-ceta-amsterdam/>
<https://francais.rt.com/economie/27917-ceta-manifestants-amsterdam-wallonie>

-----→ Pour la suite, voir sous l'Introduction

----- SITES DE RÉFÉRENCE INFORMANT SUR TISA, TTIP & CETA : TISA :

- Internationale des "Services Publics" (PSI-ISP) - TISA : <http://www.world-psi.org/fr/issue/ACS>

- Notre monde n'est pas à vendre (OWINFS) - TISA : <http://notforsale.mayfirst.org/fr>

- Emmanuel Maurel, eurodéputé socialiste : <http://emmanuelmaurel.eu/?s=TISA>

TTIP-TAFTA & CETA :

- Raoul Marc Jennar, politologue, spécialiste des traités de libre-échange et de l'OMC :

<http://www.jennar.fr/?s=tafta>

<http://www.jennar.fr/?s=CETA>

- CNCD-11.11.11. Coupole des ONG et associations belges francophones et germanophones engagées dans la solidarité internationale, le CNCD-11.11.11 est un acteur de premier plan en Belgique en matière de solidarité internationale : <http://www.cncd.be/>

- Collectif français Stop TAFTA, 145 collectifs locaux - 623 collectivités "hors TAFTA" ou en vigilance

<https://www.collectifstopptafta.org/>

<https://stopptafta.wordpress.com/>

Propositions d'actions citoyennes : <http://www.cyberacteurs.org/cyberactions/protegeons-communes-departements-regions-declarons-hors-tafta-750.html>

- Emmanuel Maurel, eurodéputé socialiste CETA : <http://emmanuelmaurel.eu/?s=ceta>

- Europe Ecologie au Parlement

européen TTIP-TAFTA & CETA : <http://europeecologie.eu/+TTIP-+>

- Initiative européenne Stop TTIP & CETA : <https://stop-ttip.org/fr/>

- POUR est un collectif citoyen/média d'intervention qui se mobilise contre les traités internationaux de libre-échange actuellement en cours de négociation (CETA, TTIP-TAFTA, TISA) et pour la construction d'une autre Europe : <http://www.pour.press/category/traites-internationaux/>

 VOUS SOUHAITEZ AGIR CONCERNANT TISA ? Nous vous y invitons dès aujourd'hui ! Vous pourrez par exemple reprendre ou vous inspirer de la lettre de protestation proposée par l'Internationale des services publics <http://www.world-psi.org/fr/lettre-de-protestation-tisa> en l'adressant à vos autorités communales (au niveau parlementaire et exécutif). Plus ces accords seront connus et contestés, moins ils auront de chance de passer ! * * * * *

CARTONS ROUGES !

LUXEMBOURG. Mis en &oeil;uvre par le gouvernement du Luxembourg, le portail public "europaforum.lu" constitue une plateforme d'information qui se veut non partisane et ouverte à toutes et à tous. Voici un extrait de leur communiqué du 18 janvier 2016 concernant le Rapport de recommandations élaboré par Mme Viviane Reding, voté le 3 février 2016 par le Parlement européen, à l'attention de la Commission européenne :

"L'’Accord sur le commerce des services (ACS ou TISA, pour "Trade in Services Agreement" en anglais) négocié entre 23 parties à l'’Organisation mondiale du commerce (OMC) ...".

<http://www.europaforum.public.lu/fr/actualites/2016/01/pe-inta-tisa-recommandations/index.html>

♣ Après vérification de ce point auprès de l'Internationale des services publics fin janvier 2016, il apparaît clairement que ces négociations ont toujours lieu en secret et en dehors des règles de l'’OMC. Toutefois, quelques pays ont publié quelques-unes de leurs propositions, mais pour la plupart c'’est toujours dans le secret.

Le 28 avril 2014, le journal Bilan faisait paraître un article dans lequel Mme Rosa Pavanelli, secrétaire générale de l'Internationale des services publics, affirmait déjà : "Ces négociations se déroulent dans le plus grand secret au mépris des droits démocratiques et en dehors des règles de l'OMC". <http://www.bilan.ch/economie/des-ong-denoncent-le-secret-lie-aux-negociations-sur-le-commerce-des-services> * * * * * L'Adetra vous remercie d'avance de lui signaler toute éventuelle erreur ou omission à l'adresse suivante :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_contact&Itemid=3 AJOUTS ou MODIFICATIONS DE TEXTES DEPUIS FEVRIER 2017 :17 fév.- mai : CETA, TAFTA & TISA, position des candidats à l'élection présidentielle française, voire sous l'Introduction

24 février : Agissons contre le Glyphosate et les Néonicotinoïdes !

Mai : Mixité des ALE (voir sous l'Introduction)

Juin : Quelle est la compatibilité entre l'Accord de Paris sur le climat et les ALE ? (voir sous l'Introduction)